

1938

— 7 —

II

G

Armée.

MM.

BARBIER.
Robert BELMONT.
Paul BÉNAZET.
René BESNARD.
Comte de Blois.
CAMBOULIVES.
Bertrand CARRÈRE.
Pierre CHAUMIE.
COMTEVOT.
DANIEL-VINCENT.
DÉPIERRE. *Lavard. Signas*
Jean FABRE.
GOIRAND.
Comte d'HARCOURT.
Général HIRSCHAUER.
Jean JACQUY. *Journain*
Marquis de JUIGNÉ.
de LA GRANDIÈRE.

MM.

LÉMERY.
LE MOIGNIC.
Comte de LEUSSE.
LOUBAT.
MAUGER.
Charles MEUNIER.
MIRREUX.
Achille NAUDIN.
NEYRET.
Paul PELISSE.
PÉZIÈRES.
J. P. RAMBAUD.
Charles REIFEL.
RILLART de VERNEUIL.
HOLLAND.
Eugène ROY.
SAYENOS. *maire Villettes*
Guy de WENDEL.

187

1

Séance du 26 Janvier 1938.



Présents : M. M. le Général Hirschauer, Manger, Fabry, Meunier, Depierre, de Blois, Eugène Roy, Chaumie, Belmont, Naudin, Péziers, Mircaux, B. Carrière, Benazet, Jacquet, Reibel, Rolland, J. P. Rambaud, C^{te} d'Harcourt, Loubat, Neyrat.

Présidence de M. le Général Hirschauer, Président d'âge.

La séance est ouverte à 17 heures. Excusé : M. René Bonnard.

Élection du bureau
pour 1938 :

1938 -

Sont réélus, par acclamations, à l'unanimité.

Président : M. David-Vincent (appl^{ts}).

Vice-Présidents : M. René Bonnard

M. le Général Hirschauer.

Secrétaires : M. Tesson

M. le Comte d'Harcourt. (appl^{ts}).

M. David-Vincent prend la présidence.

M. le Président. Je remercie mes collègues qui ont bien voulu me relire à la présidence de la Commission. Une volonté commune nous anime : celle de servir le pays. Nous continuerons à travailler, comme par le passé, pour la Défense nationale. Je remercie tout particulièrement ceux de nos collègues qui, par des rapports et les études, ont apporté une contribution spéciale à nos travaux. Nous avons la confiance des soldats et de leurs chefs : cela doit nous encourager à poursuivre notre action.

Permettez-moi de saluer, en cette séance inaugurale, nos nouveaux collègues : M. de Blois et M. Péziers. M. de Blois n'est d'ailleurs pas un nouveau venu à la Commission et il nous a déjà apporté un concours précieux pour l'organisation de notre fraction du nord.

Nous tiendrons mercredi prochain une réunion en Comité restreint pour mettre au point les questionnaires en vue de l'audition du Ministre de la Défense nationale. Nous y convions ceux de nos

2 /
collègues qui auraient des suggestions ou des observations à présenter.
La séance plénière aura lieu vraisemblablement les 16 et 17 février.

La séance est levée à 17 heures 20.

Réunion plénière des Commissions de la Défense nationale
(armée, marine, air) et de la Sous-Commission de Contrôle des
crédits de la Défense nationale.

Mercredi 23 Février 1938 - à 15 heures - (air)

et Jeudi 24 Février à 10 heures et 15 heures. (marine
et ~~guerre~~ guerre).

(voir le compte-rendu sténographique et ci-après les
communiqués à la presse.)

(3)

Séance du mercredi 23 Février 1938

La réunion de l'Assemblée plénière des Commissions Sénatoriales de la Défense Nationale (Armée, Marine, Air,) et de la sous-commission de contrôle des crédits affectés à la Défense Nationale, s'est ouverte hier mercredi à 15 heures, sous la présidence de M. Joseph CAILLAUX.

M. DANIEL VINCENT, Président de la Commission de l'armée, a rendu compte des conditions dans lesquelles les commissions ont établi les questionnaires présentés aux Ministres et ^{indiqué} comment les débats sont ordonnés.

MM. DALADIER, Ministre de la Défense Nationale, et de la Guerre, WILLIAM-BERTRAND, Ministre de la Marine, GUY LA CHAMBRE, Ministre de l'air, ont été alors introduits. En une brève allocution qui a répondu au sentiment commun, M. Joseph CAILLAUX a accueilli les membres du gouvernement et a marqué les lignes essentielles et le caractère de la réunion qui a pour but de faire le point des questions intéressant les différents départements de la Défense Nationale et d'étudier les améliorations qu'il conviendrait d'y apporter.

La réunion s'ouvrant sur les questions relevant du Ministère de l'Air, M. BENAIZET, Président de la Commission de l'air a indiqué l'origine parlementaire du débat, né du dépôt de son interpellation sur l'état de la Défense Nationale dont il a précisé le sens général.

M. LAURENT EYNAC, Rapporteur désigné par la Commission de l'Air, a présenté l'ensemble des questions posées par celle-ci et qui concernent notamment l'état des fabrications aéronautiques et la nécessité de les intensifier.

M. GUY LA CHAMBRE a répondu avec toutes les précisions désirables. Des éclaircissements complémentaires ont été sollicités par MM. de BLOIS, J.P. RAMBAUD, MAHIEU, de la GRANDIERE, MARTIN-BINACHON, BABAUD-LACROZE, LAUDIER, le Général HIRSCHAUER, de la GRANGE, et CHAUMIE.

M. GUY LA CHAMBRE a fourni toutes les réponses demandées.

La suite de la réunion a été reportée à ce matin jeudi 10 heures, pour prendre fin le soir.

4 /
Séance du Jeudi 24 Février 1938

La réunion de l'Assemblée plénière des Commissions Sénatoriales de la Défense Nationale (Armée, Marine, Air) et de la sous-commission de contrôle des crédits affectés à la Défense nationale s'est poursuivie aujourd'hui jeudi, le matin à 10 heures, et l'après-midi à 15 heures, sous la présidence de M. Joseph CAILLAUX, assisté de M. DANIEL-VINCENT.

La séance du matin a été consacrée à l'examen des problèmes intéressant le Ministère de la Marine. M. BERGEON, Rapporteur, a insisté sur la nécessité d'activer nos constructions navales de façon à conserver à notre pays le rang qu'il occupe actuellement. Les autres questions présentées concernaient le personnel, la main d'oeuvre et les réservoirs de combustibles liquides. M. RIO, Président de la Commission de la Marine a complété cet exposé en attirant l'attention sur l'importance de certains points stratégiques maritimes et sur la nécessité de les organiser.

Dans sa réponse, M. WILLIAM BERTRAND, Ministre de la Marine a apporté des précisions sur le programme de construction envisagé et sur le montant des crédits supplémentaires nécessaires pour mettre ce programme à exécution.

Diverses questions complémentaires ont été posées par MM. de BLOIS, FAR JON, REIBEL, MARTIN BINACHON, LOUIS-LOUIS DREYFUS, BELLANGER, et CHAUMIE, Sur tous les points, le Ministre a fourni les éclaircissements demandés.

La séance de l'après midi a commencé par un exposé de M. Jean FABRY, rapporteur désigné par la Commission de l'armée. Après avoir souligné la relation qui doit exister nécessairement entre notre politique étrangère et notre force militaire, le rapporteur a passé en revue les questions intéressant les effectifs, le matériel et les crédits affectés au département de la guerre.

M. CHAUMIE, a posé diverses questions concernant le ravitaillement en combustibles liquides en temps de guerre.

Abordant ensuite le problème du haut commandement, M. FABRY a présenté des suggestions visant l'organisation de l'Etat-Major de la Défense Nationale.

M. DALADIER Ministre de la Défense Nationale et de la guerre, se félicitant de l'initiative prise par le Sénat d'une réunion plénière de ces commissions de défense nationale, a d'abord remercié les rapporteurs des trois commissions de leurs remarquables exposés.

Comparant la situation de la France à celle des grandes puissances européennes, M. DALADIER a indiqué comment se pose le problème militaire français. Il a rappelé l'effort considérable accompli par la France pour les budgets de la Défense nationale. Il a répondu aux questions qui lui avaient été posées par le rapporteur en ce qui concerne notamment l'augmentation des cadres, la fabrication du matériel et la défense de l'Afrique du Nord. Il a insisté sur la nécessité d'intensifier la production et l'usage des carburants nationaux. Il a enfin exposé l'organisation nouvelle du haut commandement et justifié les mesures prises à cet égard.

Après l'exposé de M. DALADIER qui, comme celui de M. FABRY, a été très favorablement accueilli par l'assistance, plusieurs commissaires ont posé des questions complémentaires, notamment MM. LEMERY, LOUIS-LOUIS DREYFUS, le général HIRSCHAUER, JACQUY, DELESSALLE, J.P. RAMBAUD, LAURENT-EYNAC, DE CAMAS, MAUGER, BENAIZET, MAHIEU,

M. RIO a souligné l'importance capitale de la marine qui a pour rôle d'assurer la liberté des communications.

M. DALADIER a fourni des explications sur les différents points qui avaient été visés et remercié les commissions de la confiance qu'elles lui avaient témoignée.

M. DANIEL VINCENT Président de la Commission de l'Armée a exprimé à MM. les Ministres de la Défense Nationale les remerciements de tous ses collègues.

En conclusion de ce débat, il a été décidé qu'un rapport général synthétisant toutes les questions intéressant les trois départements serait établi pour être remis aux Ministres de la Défense Nationale et au Président du Conseil.

Les Commissions ont ensuite adopté, à l'unanimité, la motion suivante:

Motiv

La réunion plénière des Commissions sénatoriales de la Défense Nationale ,au cours des séances ,tenues les 23 et 24 Février ,sous la Présidence de M. Joseph CAILLAUX , a entendu les Ministres de la Défense Nationale et de la Guerre ,de la Marine et de l'Air ,

Ceux-ci ont apporté aux commissions toutes les informations et les renseignements qui leur ont été demandés .

Sans rien omettre des lacunes qui existent sur certains points de notre organisation défensive ,ils ont mis en relief la force réelle de la puissance militaire de la France .

La commission plénière approuvant les déclarations des Ministres ,en a pris acte et a décidé d'en suivre l'exécution dans un esprit d'étroite collaboration .

Elle témoigne au Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre ,aux Ministres de la Marine et de l'Air ,pour l'ensemble des troupes ,pour les cadres de base ,pour les chefs responsables à tous les échelons ,jusqu'au plus haut commandement ,la confiance affectueuse du Sénat et du Pays .

Séance du 2 mars 1938.

Présents: m. m. Daniel-Vincent, Cte d'Harcourt, Ch. Meunier, Rolland de Vornuil, Rambaud, Benazet, de La Grandière, Cte de Polès.

Présidence de m. Daniel-Vincent.

Fabry.

La séance est ouverte à 15 heures.

m. Ch. Meunier est désigné comme rapporteur du projet de loi tendant à modifier le tableau annexé à la loi du 30 janvier 1923, modifiée et complétée par la loi du 21 juillet 1928, en ce qui concerne les emplois ressortissant à l'Administration des Travaux Publics.

m. Charles Meunier donne lecture de son rapport sur la proposition de loi tendant à la nomination de siliques ouvriers à la retraite dans les poudreries et annexes.

Le rapport est adopté par la Commission.

Rapport sur les auditions des ministres de la Défense nationale.

m. le Président fait connaître qu'il a adressé des lettres de remerciements d'une part à m. Caillaux, Président de la Commission des Finances, d'autre part à m. Daladier, ministre de la Défense nationale. Il félicite m. Fabry pour son exposé si complet et si intéressant, ainsi que m. m. Chaumie, Rambaud, de La Grandière pour leurs interventions à la séance plénière des Commissions de la Défense nationale.

m. Fabry. Dans le rapport que la Commission m'a chargé de présenter à la suite de l'audition des Ministres, je me propose de dégager les questions particulières intéressant le Département de la Guerre: chars - artillerie lourde - D.A.T. etc. - J'estime, en outre, qu'il y aurait lieu de réunir une documentation sur chacune des questions qui nous préoccupent. Une réunion plénière des trois Commissions de la Défense nationale, qui aurait lieu par exemple tous les trois mois, permettrait de faire le point de toutes les questions.

M. Béraud. Ayant eu l'occasion d'aller à Londres, j'ai pu avoir des précisions sur la démission de M. Eden - Les Anglais sont très inquiets sur les préparatifs militaires de l'Allemagne et sur nos possibilités actuelles - C'est l'Amirauté qui a insisté sur les dangers qui il y aurait, pour l'Angleterre, à persévérer dans certaine politique extérieure -

M. Riellart de Villeuil. J'attire l'attention de la Commission sur une question très importante et à laquelle le Ministre n'a pas répondu : Nos collections de guerre sont-elles complètes ? Les hommes sont-ils pourvus des deux paires de chaussures réglementaires ?

M. le Président. M. Manger a été chargé de suivre ces questions.

La séance est levée à 15 heures 45.

Liège du 9 mars 1938

Réunion commune des Commissions de l'Armée, de la Marine et de l'Air.

Présidence de M. Daniel-Vivant.

La séance est ouverte à 15 heures.

M. le Président. Nous sommes réunis pour désigner, en exécution de l'article 3 de la loi du 5 mars 1938, un membre du Conseil d'Administration de la Caïss autonome de la Défense nationale - Y a-t-il des candidatures ?

Plusieurs commissaires proposent la désignation de M. Daniel-Vivant.

M. le Président. Je vous remercie, mes chers collègues ; mais j'ai déjà la charge de prendre ses initiatives au nom des trois Commissions de la Défense nationale ; ce rôle me suffit. Si l'autorité doit être concentrée, le contrôle doit être réparti. Je vous remercie donc de désigner un autre de nos collègues.

M. Charles Meunier. Je propose à nos collègues de désigner M. Rio, Président de la Commission de la Marine, dont nous connaissons tous l'autorité et le sens patriotique.

M. Rio, Président de la Commission de la Marine, est désigné à l'unanimité comme membre du Conseil d'Administration de la Caïss autonome de la Défense nationale -
(applaudissements)

M. Rio remercie ses collègues.

La séance est levée à 15 heures 10

Séance du 9 mars 1938

Présents : M. M. Daniel Vinsant, Général Hirschauer, Chaumie, Fabry, Charles Mennier, Mireaux, Guy de Wendel, Loubat, Rillart de Verneuil, de Juigné, Pelissier, Naudin, de Leuon, Comte de Blois, de la Grandière, Bénezet, Lécuyer, Clément-Hucourt, Rambaud, Roy, Jacquet, Landier.

Présidence de M. Daniel Vinsant.

La séance est ouverte à 16 heures.

Méthode à suivre pour le rapport de M. Fabry.

M. Fabry. Une fois le rapport établi, chaque Commission devra suivre l'exécution des décisions qui auront été reconnues nécessaires. J'ai été frappé par la place occupée par l'armement dans l'audition des Ministres de la Défense nationale. Il apparaît bien que l'armement demeure notre préoccupation dominante. Il en est de même dans le monde entier, où des programmes formidables sont en cours d'exécution. Les effectifs n'ont de valeur que s'ils sont munis d'un matériel comparable à celui de l'adversaire.

Voici la liste des questions que j'examinerai dans mon rapport :

1/ Engagement des réserves. En cas de conflit, il faut pouvoir compter sur un engagement rapide des réserves. Nous savons qu'il ne serait pas possible d'amener en ligne des divisions de l'Afrique du Nord ; elles-ci devraient, au contraire, être renforcées. Nous ne pourrions davantage compter sur l'armée rum ; quant à l'armée anglaise, elle ne nous apporterait une aide efficace qu'au bout d'un délai assez long. Nous vivons donc réduits à nos forces métropolitaines. Or l'encadrement de nos réserves est insuffisant.

2/ Fabrication et remplacement du matériel. Nécessité de posséder un stock de réserve. Quelle est la dotation des armées en campagne ? Quels sont les moyens de fabrication ?

Nécessité de constituer un outillage puissant.

3/ D. A. T. Son organisation est inexistante. L'a-t-on fait passer la protection des usines ?

4/ Organisation du Haut-Commandement - nécessité de constituer un Etat-major de la Défense nationale -

5/ matières premières : carburants, pyrites, etc. -

6/ Afrique du nord et colonies : défense et organisation.

7/ Crédit.

M. Rambaud. Il y a une question à laquelle le Ministre n'a pas apporté de réponse précise - l'armement ne peut être utilisé s'il n'y a pas d'effectifs. Nos troupes de couverture doivent être renforcées très rapidement. Or nous n'avons pas de réserves capables d'entrer en ligne dès le début des hostilités. En 1914, les réserves étaient mieux encadrées qu'elles ne le sont actuellement : les unités étaient alors doubles, il faudrait aujourd'hui les doubler ! Nos effectifs du temps de paix sont ^(en efft.) inférieurs à ceux de 1914 -

L'expérience de 1914 a démontré qu'on ne pourrait engager utilement les réserves avant un délai de 2 mois. Ce délai serait catastrophique - Il est nécessaire d'avoir des réserves instruites : leur préparation est actuellement insuffisante.

Je demande que la question soit formellement posée au Ministre et que des précisions nous soient données sur l'état d'instruction et la mobilisation éventuelle des réserves.

M. Fabry. Je suis d'accord avec notre collègue ; mais la situation est un peu moins noire qu'il me l'a dit. Les disponibles, soit environ 7 ou 800.000 hommes, sont instruits et prêts à entrer en action immédiatement. Il serait peut-être nécessaire d'étendre la disponibilité à 4 ou 5 classes au lieu de deux - Il est certain, par ailleurs, qu'en 1933, une saignée a été opérée dans le cadre des officiers pour réaliser une économie d'un milliard - Mais ce cadre ne se reconstitue pas facilement.

M. Rambaud. On a reconnu que 15.000 spécialistes étaient

missais. Pourquoi n'en avons-nous toujours que 5.000 ? Est-il impossible d'augmenter le nombre des militaires de carrière alors qu'on a bien pu recruter des cheminots, des instituteurs et des fonctionnaires en grand nombre ?

M. Fabry. Pour y parvenir, il faudrait relever les soldes qui sont beaucoup trop faibles et rendent le recrutement difficile.

M. de la Grandière. Les cheminots recrutés par suite de l'application de la loi de 40 heures seront-ils rattachés à l'armée en cas de mobilisation ?

M. Bénezet. L'esprit de défense nationale n'existe pas dans les bureaux de la guerre. Les commandes de matériel sont exécutées avec de longs retards.

M. Lantier. On se plaint du manque de main-d'œuvre dans les arsenaux. Mais si l'on veut des ouvriers, il faut les loger. A Bourges, par exemple, les ouvriers de la pyrotechnie habitent souvent dans des localités lointaines.

M. Chaumière. J'attire l'attention sur la question de la main-d'œuvre étrangère employée dans les usines du Sud-Est.

M. de Polois. Comment compte-t-on assurer le ravitaillement des armées en carburants ? En cas de guerre, 12 millions de tonnes seraient nécessaires ; or on ne peut guère tirer qu'un million de tonnes du sol national.

M. Chaumière. J'ai rédigé sur cette question un rapport complet qui a été remis au ministre.

M. Rambaud. La défense passive repose actuellement sur l'initiative des maires, qui ne peuvent rien faire. C'est le ministère de la Guerre qui devrait avoir la charge de cette organisation.

M. Mureau. Le ministère de la Guerre a-t-il étudié l'utilisation immédiate et rationnelle des mobilisables ?

M. le général Wrischauer. J'attire l'attention sur l'importance de la question de l'équipement et spécialement de la chaussure.

M. le Président. Dès que M. Fabry aura établi son rapport, je convoquerai la Commission pour l'examiner.

La séance est levée à 17 heures 30.

Séance du 16 mars 1938

Présents : M. M. Daniel Vincent, ^{général} Hirschauer, Chaumie, Meunier, Rillart de Tierceuil, de Wendel, de La Grandière, J. P. Rambaud, C^{te} d'Harcourt, Pelion, Mauger, Lénery, E. Roy, J. Fabry, Naudin, Jacquy, Loubat, B. Carrière, Camboulives, Le Moigne, Mireaux, Belmont, René Besnard, Reibel.

La séance est ouverte à 15 heures sous la présidence de M. Daniel Vincent.

M. le Président. Je tiens à informer la Commission que j'ai eu, ce matin, une entrevue avec M. Daladier, après son entretien avec les représentants des travailleurs des usines de guerre. Je vous donnerai tout à l'heure quelques précisions sur cet entretien.

M. J. P. Rambaud. Avant l'Allemagne porta à deux ans la durée du service militaire, nous avons envisagé l'augmentation de nos propres effectifs qui ne s'élevaient qu'à 400.000 hommes. On nous répondit alors que la ligne Maginot et la qualité de notre matériel suffiraient à l'infériorité de nos effectifs. Or, si notre matériel d'infanterie est comparable à celui de l'armée allemande, par contre notre artillerie Lourde et notre artillerie de D.C.A. sont en état d'infériorité grave - l'augmentation de nos armements en qualité et quantité, qui nous promettait à cette époque, n'a pas été réalisée.

La Commission de l'Armée avait demandé l'augmentation du nombre des militaires de carrière. X nous

faudrait 15.000 spécialistes pour avoir le matériel : nous n'en avons que 5.000 - Le nombre des militaires de carrière n'est toujours que de 115.000 - On a cependant pu recruter des chemistes, des instituteurs et des fonctionnaires ! J'avais demandé un recrutement plus intensif des indigènes de l'Afrique du Nord et des Sénégalais : on m'a dit que le plafond était atteint !

Nous sommes donc dans une situation grave - L'Allemagne vient d'incorporer 7 millions d'habitants en annexant l'Autriche - Cela représente une augmentation de 800.000 h. en temps de guerre pour l'armée allemande - En outre, l'Allemagne étant devenue la voisine de l'Italie, une coopération des deux armées sera plus facile - Enfin, par suite des affaires d'Espagne, nous aurons sans doute une nouvelle frontière à défendre -

Je demande que la Commission charge son Président de poser d'une façon précise la question des effectifs au ministre de la guerre : quelles mesures envisage-t-il à cet égard ? Nos approvisionnements sont-ils complets ?

J'insiste sur la nécessité de recruter des indigènes de l'Afrique du Nord et des Sénégalais - Peut-être pourrait-on aussi faire une conscription massive de divisions de réserve -

Quant au travail sans les usines travaillant pour la défense nationale, il appartient au Gouvernement de donner des ordres précis à cet égard -

M. Rillart de Verneuil - Il faut avoir la politique de son armée - Nous ne pourrions jamais avoir une armée comparable à celle de l'Allemagne - Par ailleurs, les Anglais ne sont pas en mesure de nous porter une aide immédiate -

M. Lémery - M. le Général Brauer, étant ministre de la Guerre, avait déjà employé cet argument - Je lui ai dit que c'était là un argument défaitiste -

M. Chaumière - On a signalé la lenteur avec laquelle

nos divisions de réserve pourraient apporter un appui efficace à nos troupes de couverture. Il est donc nécessaire de renforcer les unités d'active : on pourrait, soit maintenir une classe sous les drapeaux, soit en appeler une par anticipation. C'est ce qu'il y a de plus urgent à faire.

M. Lénier. Les deux propositions qui viennent d'être faites : augmentation du temps de service - entraînement intensif des réserves - doivent être retenues. Il faut en outre fabriquer au plus tôt de l'artillerie lourde. Mais cela n'est réalisable qu'à la ^{douze} condition que la puissance industrielle de la France soit intacte et que nous ayons des finances saines. L'Italie est certainement dans une inquiétude mortelle, à la suite de l'Anschluss : si la France avait un gouvernement fort, je suis persuadé qu'elle ne s'ennuierait qu'à causer avec nous.

M. T-alry. Je compte être bientôt en mesure de vous soumettre le rapport dont vous m'avez chargé. Dans une première partie de ce rapport, j'ai groupé les questions intéressant les trois Commissions de Défense nationale ; dans une 2^e partie, les questions intéressant plus spécialement l'Armée.

Ce qui vient de se passer en Autriche nous confirme dans la conviction que les événements se produiront toujours avec une rapidité foudroyante. En outre, cela dénote une préparation formidable des Etats-majors et une capacité de décision inquiétante chez le chef. Nous devons tout juger en fonction de ce fait : il faut abandonner le système D et réduire au minimum la part de l'improvisation.

Pourquoi n'avons-nous pas réagi ? Parce que nous ne l'avons pas pu. L'instrument que nous forçons n'est utilisable qu'à la condition que la situation politique nous permette de nous en servir. Si la France est complètement isolée, cet instrument est sans valeur. Nous savons qu'actuellement, nous ne pouvons plus compter sur un appoint de

l'Afrique du Nord.

Il y a peu à espérer du recrutement des militaires de carrière tant qu'on n'aura pas assuré à ceux-ci une situation matérielle convenable. En outre, l'expérience diminue qui au-dessus de 120.000 hommes il est difficile de recruter de bons éléments. Si l'on veut recruter, il faut payer.

La convocation des divisions de réserve ne peut se faire que par échelonnement : c'est une convocation partielle portant sur 7 à 15 classes. Peut-être pourrait-on convoquer des unités plus restreintes.

Faut-il appeler une classe par anticipation ? On voit "manger son blé en herbe" et l'on ne pourrait plus faire la "moisson" -

Reste un moyen : l'appel des "disponibles", soit deux classes de réserve. Dans ce cas, on doit rendre compte à la S.D.N. mais cela peut-il nous arrêter aujourd'hui ? A la vérité, il s'agit là d'une opération de mobilisation dont il faudrait calculer les répercussions en Europe -

M. Juge R. Wendel : Il est un point sur lequel les Ministres ne nous ont jamais donné de réponse précise : quelle est la cause des retards de fabrication et approvisionnement pour les dotations normales des corps de troupe ? Le Ministre nous a dit que les retards ne s'accroissent plus. Est-ce suffisant ? La loi de 40 heures est une loi de mort pour la France. La C.G.T. a posé en principe que les ouvriers devaient travailler le moins possible. M. Daladier a affirmé qu'il était satisfait des rendements des usines nationalisées. Or j'ai la preuve que dans les usines d'aviation le rendement actuel est inférieur de 30 % à ce qu'il a été. La question est sans doute délicate, mais il serait vain d'y éluder. Etant donné la mentalité actuelle des travailleurs, entretenue par la C.G.T., il est impossible d'assurer la S.D.N.

M. Camboulives - Pourrait-on savoir à quelle date le Bureau

a informé le Gouvernement des mouvements de troupes en Allemagne en vue d'une concentration à la frontière autrichienne ?

M. Rambaud. Les renseignements ont été fournis quelques heures seulement avant l'entrée des troupes allemands en Autriche.

M. Lénery. Je crois savoir que, lorsque Schuschnigg a pris des mesures contre les nazis autrichiens, des documents ont été saisis qui révélaient le plan de l'invasion allemande en Autriche.

M. le Gal Hirschauer. Je voudrais insister sur l'urgence de la fabrication des munitions. On en brûlera de quantités considérables, surtout au début d'un conflit. Il faut songer également aux approvisionnements en matières premières : cuivre, aluminium, pyrites etc.

M. Lénery. Je pourrais apporter à la Commission des renseignements concernant les explosifs.

M. le Président. Nos collègues compétents pourront se charger de rédiger des annexes au rapport de M. Fabry.

M. Rambaud. Oui, mais il est nécessaire d'agir rapidement et il faudrait que notre Président présentât au Ministre nos suggestions concernant les effectifs et le matériel.

M. le Président. La question des effectifs est complexe : j'aimerais avoir une note écrite sur ce point.

Comme je vous l'ai dit, j'ai demandé à voir M. Daladier après son entretien avec les délégations ouvrières. L'initiative de cette entrevue vient d'ailleurs de la Présidence du Conseil. Les délégués sont venus au nombre de 60 ! Ils ont accepté les propositions qui leur ont été faites dans le cadre des lois existantes. Ils ont demandé qu'on commençât par embaucher des chômeurs, avant d'augmenter les heures de travail - et qu'on fit une compensation des effectifs sans les usines travaillant pour la D.N. - M. Daladier a répondu qu'il était d'accord pour embaucher des ouvriers qualifiés. Il a apporté la preuve que les usines ou devrait être augmenté le nombre des heures de travail :

10 pour la marine, 15 pour la guerre, toutes pour l'aviation. la politique a ensuite pénétré la conversation : il y a eu quelques difficultés et résistances. Comme suite à la question posée par M. de Kloris, j'ai demandé à M. Daladier pourquoi, dans certains usines, on ne travaillait que 32 heures. Il m'a répondu que nous étions handicapés par le manque de matières premières. Je lui ai dit que il pouvait compter sur notre concours pour une politique d'action énergique.

M. de la Grandière - Le manque de matières premières est également imputable à la loi de 40 heures !

M. Micaux - C'est évident : la chaîne de fabrication est verticale. Si l'on fait plus de 40 heures dans les usines de l'Empire national, les fournisseurs doivent en faire autant.

M. Rambaud - Les ouvriers ont-ils accepté une augmentation des heures de travail ?

M. le Président - Non.

M. de Wendel - Dans la métallurgie, on a restreint l'emploi de la main-d'œuvre étrangère ; mais les ouvriers français ne veulent pas aller dans les mines !

M. Micaux - Le service des renseignements est éparpillé entre la guerre, les Affaires Etrangères, la Marine et l'Intérieur. Ces différents bureaux s'ignorent. Il faudrait procéder à une reorganisation de ce service : la question est importante et devrait être posée dans le rapport.

M. Talley - Je l'ai fait.

Je sais que l'ambassade d'Angleterre prépare une documentation sur nos méthodes de recrutement. Il faut sans doute y voir une tendance de l'Angleterre à établir la conscription. Jusqu'ici, nos voisins n'ont pu recruter que 20.000 hommes.

M. Chaumie - J'ai été chargé par la Commission de m'occuper de la question de l'hydrogénation. Au sujet, j'ai eu des difficultés avec la Société de l'acier qui refuse

de me fournir certains renseignements. J'ai écrit à M.
Pineau à ce sujet en lui demandant des précisions sur
l'utilisation des lignites des Landes, sur la fabrication des
craie pour l'aviation et sur la dispersion des dépôts de
produits finis.

La rance est levée à 15 heures 45.

Séance du 23 Mars 1938

Présents: M. M. Daniel-Vincent, Jal Hirschauer, Fabry, A. Meunier, Rillart de Verneuil, de Lenson, de La Grandière, Déjourné, Rolland, Rambaud, R. Besnard, Cte d'Harcourt, Manger, Lénery, Pelissier, B. Carrère, Joirand, Loubat, Jacquet, Guy de Wendel, Roy, Cte de Blois, Chaumie, Belmont.

Présidence de M. Daniel-Vincent.

La séance est ouverte à 15 heures.

Examen d'un rapport.

M. Charles Meunier donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à modifier le tableau annexé à la loi du 30 janvier 1923, modifiée et complétée par la loi du 21 juillet 1928, en ce qui concerne les emplois ressortissant à l'administration des Travaux Publics.

Le rapport est adopté.

Désignation d'un rapporteur.

M. Chaumie est désigné comme rapporteur du projet de loi tendant à la modification des tableaux annexés à la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de terre.

Examen du rapport de M. Fabry.

M. Fabry donne lecture de son rapport sur l'audition des Ministres de la Défense nationale.

M. le Jal Hirschauer. Je souligne la nécessité de disposer d'une flotte aérienne pouvant aider aux transports de troupes au-dessus de la Méditerranée. Il faut également prévoir, dans le même but, la mobilisation de la marine marchande.

Je signale d'autre part le danger de la concentration des unités de guerre. Il faudrait organiser leur dispersion.

M. Jacquet. Au début de la dernière guerre, les hommes de la réserve étaient convaincus qu'ils resteraient en 2^e et 3^e lignes. En réalité, les réserves étaient appelées à remplacer en 1^{re} ligne les troupes de l'active: il convenait de les ^{instruire} ~~former~~ en conséquence.

M. Manger. Aux ateliers de fabrication de Bourges, on ne s'est pas préoccupé de moderniser le matériel, qui est défectueux.

M. de la Grandière. J'ai posé au Ministre une question sur l'aviation de coopération. Il m'a répondu d'une façon évasive. Cette aviation est actuellement composée à peu près entièrement de formations de réserve disposant d'appareils rimodés.

M. le Président. J'ai appuyé vos observations auprès du Ministre.

M. Jacquet. Il faudrait établir un programme de commandes qui permettrait aux industriels de se munir d'un outillage moderne - mais qui exige de grands frais. On pourrait accorder des avances aux moyennes maisons travaillant pour la défense nationale, l'Etat n'ayant pas le remboursement.

M. de Rhois. Le rapport de M. Falry prévoit-il l'hypothèse d'une défense ou d'une offensive?

M. Falry. Mon rapport n'a pour objet que de faire le point. Il ne nous appartient pas de faire de la tactique générale - les Commissions ne peuvent envisager que le cas où nous serions attaqués. C'est d'ailleurs la seule hypothèse que nous permet d'envisager notre armée actuelle.

M. Rambaud. Est-il vrai, comme l'a affirmé M. Viollette, que nous faisons passer en ce moment des armes et des munitions en Espagne? Dans l'affirmative, il conviendrait de savoir si le matériel est prélevé sur nos réserves.

M. le Général Hirschauer. Un négociant français de Barcelone m'a donné des renseignements sur les procédés d'attaque des avions nationalistes. Ils volent à 7 ou 8.000 m., et quand ils arrivent près du but, ils arrêtent leurs moteurs et ne font plus de bruit.

M. Chammié. Certains de ces avions viendraient, paraît-il, de Jéus!

M. Rillart de Vermeil. A-t-on établi un ordre d'urgence

pour la fabrication de guerre ?

M. Rambaud. Le Ministre a-t-il fourni des renseignements sur les points que j'ai vus au cours de la dernière séance (recrutement - effectif, approvisionnements) ?

M. le Président - L'étude de ces questions est en cours au Ministère de la Guerre -

M. d'Harcourt. On en est à l'utilisation du carburant au bois ?

M. Chaumié. On s'occupe de faire fonctionner les autobus de Paris au gaz de ville. Par ailleurs, on étudie l'utilisation de la carbonite, mais c'est un carburant fort coûteux.

M. le Président. Au nom de tous nos collègues, je remercie et félicite M. Fabry de l'effort qu'il a fait pour l'établissement de son rapport très complet.

La séance est levée à 17 heures.

Léana du 30 mars 1938

Commissions réunies de l'Armée, de la Marine et de l'Air -
et Sous-Commissions de contrôle des crédits de la Défense nationale -

Présidence de M. Joseph Caillaux.

La séance est ouverte à 15 heures 30.

M. Laurent-Eynac, rapporteur de la Commission de l'Air, donne lecture de son rapport.

M. le Président - Au nom de tous nos collègues, je félicite et remercie M. Laurent-Eynac. Son rapport est remarquable, mais navrant. Notre responsabilité est engagée : nous devons veiller à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises, d'urgence, pour remédier à la situation de notre aviation, qui vient de nous être exposée.

M. Joseph Caillaux étant appelé à la Commission des Finances, M. Daniel-Vincent prend la présidence.

M. Bergeon, rapporteur de la Commission de la Marine, donne lecture de son rapport.

M. le Président félicite M. Bergeon.

M. Jean Fabry, rapporteur de la Commission de l'Armée, donne lecture de son rapport sur les questions intéressant le Département de la Guerre et sur l'organisation générale de la Défense nationale.

M. le Président - Au nom de nos collègues, je félicite M. Fabry, dont nous connaissons très la compétence, l'autorité, la documentation sûre. La parole est à nos collègues qui auraient des observations à présenter sur les différents rapports que nous venons d'entendre.

M. Paul Bénazet - Je voudrais attirer l'attention de la Commission sur les lenteurs administratives constatées dans tous les ministères de la Défense nationale. Il est nécessaire d'opérer une réforme administrative pour mettre fin à ces lenteurs injustifiées et intolérables. Certains matériels adoptés en 1936 n'ont pas été mis en service qu'en 1938. Les services techniques, surtout au Ministère

de l'air, sont trop nombreux et imbus d'esprit bureaucratique - Ils retardent l'exécution des décisions ministérielles -

M. Fabry. Il est cependant juste de dire que ce sont les bureaux qui ont maintenu la continuité, en dépit de l'instabilité ministérielle. Il ne faut donc pas trop les accabler.

M. J. P. Rambaud... Il faut que nos débats aient une conclusion pratique. Des manquements considérables ont été constatés : il est nécessaire d'y remédier. Ce qui nous a surtout frappés, c'est l'état lamentable de notre armée de l'air. Le Parlement en porte-t-il la responsabilité ? Non, sans doute, puisqu'il n'a jamais refusé les crédits qui lui ont été demandés - crédits s'élevant à 20 milliards ! nous avons donc le droit de demander des comptes.

Déjà en juillet 1934, j'ai demandé et obtenu la création d'une Commission de contrôle des crédits du Ministère de l'air. Cette Commission a fonctionné, sous la présidence de M. Mathieu ; mais elle n'a pas été dotée des moyens d'investigation nécessaires. En 1935, un moteur R.14 a été commandé en grand série, bien qu'à l'essai il ait donné de mécomptes ; une commande de 140 avions Bloch 131 a été faite sans essais suffisants ; des pourcentages beaucoup trop importants sur les commandes sont accordés aux constructeurs d'avions. Nous ne pouvons tolérer la continuation d'une pareille gabegie ! Je demande que les pouvoirs d'enquête soient accordés à la Commission de contrôle et je propose de lui adjoindre 3 membres de la Commission de l'armée et 3 membres de la Commission de l'air.

M. le Président. Il appartiendra aux Présidents des trois Commissions de se mettre d'accord sur des dispositions réglementaires nouvelles.

M. J. P. Rambaud. Il est nécessaire de se hâter et je demande que les Commissions donnent, dès aujourd'hui, leur avis sur ma proposition.

M. le g^{al} Hirschauer. On a parlé de la décentralisation des industries. D'accord; mais s'il est ^{ultimement} facile de décentraliser, il est plus difficile de transporter la main-d'œuvre.

J'insiste par ailleurs sur la nécessité d'organiser de toute urgence la défense aérienne du territoire.

M. le Comte de Polois. Quelle est la date de la loi qui autorise des dérogations aux quarante heures sans les usines travaillant pour la défense nationale?

M. Laurent-Eynac. Décembre 1934.

M. le Comte de Polois. Je demande quelle Commission de la Défense nationale soit entendue prochainement par les Commissions pour faire connaître quelles mesures il envisage à cet égard.

J'ai été pendant 3 ans membre de la Commission de contrôle de l'air. Cette Commission a fait des enquêtes, procédé à des investigations, mais ses conclusions n'ont jamais été suivies de résultats. D'ailleurs, le Sénat ne nous a jamais appuyés et quand M. Binoyet a voulu déposer une interpellation sur l'état de la défense nationale, on l'en a dissuadé. Je le regrette.

M. le Président. Pas moi! à la tribune il est impossible d'aller au fond des choses et l'on ne peut faire que de la littérature.

M. de Polois. Nous avons voté des milliards, qui ont été gaspillés et il n'y a pas eu de sanctions! Pour ma part, j'ai fait des critiques ^{et des propositions}, mais on ne m'a jamais écouté.

M. le Président. Il ne faut pas confondre l'action parlementaire et le rôle de l'exécutif.

M. Falvy. En régime parlementaire, il faut déployer beaucoup d'efforts pour obtenir un maigre résultat. Je l'ai souvent constaté à la Présidence de la Commission de l'armée de la Chambre.

M. le g^{al} Stuhl. Le Sénat et sa Commission des Finances ne sont pas responsables des manquements qui ont été constatés. Nous avons toujours voté le crédit qui nous ont été demandés.

M. de Blois - Vous avez parfois voté des réductions de crédits !
M. Le gal stuhl - Le Gouvernement actuel, qui a encouragé les grèves et les occupations d'usines, n'est pas qualifié pour rétablir la situation - Nous avons le devoir de le dire à nos collègues pour favoriser la constitution d'un ministère de l'Union nationale - Si nous n'arrivons pas à ce résultat, tout le vote sera inutile -

M. Chammié - En ce qui concerne les matières premières, il est très difficile d'obtenir des renseignements, car ceux-ci sont répartis entre plusieurs ministères. Aussi les plusieurs des chiffres fournis à cet égard par M. Laurent Sygnac sont-ils faussés -

M. Laurent Sygnac - Les chiffres m'ont été donnés par le Ministre lui-même : jusqu'à preuve du contraire, je les considère donc comme exacts. Ce qui il y a de plus grave, ce sont les retards dans la fabrication : j'ai chargé le Contrôleur Cecaldi de mener une enquête sur ce point. La lenteur de fabrication a d'ailleurs sa cause dans la lenteur des livraisons de matières premières.

M. Farjon - Quelle note va être fournie aux rapports que nous avons entendus ? Il paraît nécessaire que les Ministres nous tiennent au courant des décisions qu'ils prendront et que des comptes-rendus périodiques soient fournis aux Commissions.

M. Falry - Les rapports constituent un document de base qui s'enrichira constamment d'une documentation complémentaire -

M. Mauger - Nous avons entre les mains les comptes définitifs des ministères jusqu'à l'exercice 1936 - Vous pouvez donc connaître exactement l'utilisation des crédits que vous avez votés. Or, à la plus grande honte de ne pas lire les rapports des contrôleurs -

M. Le Moignon - J'attire l'attention de la Commission sur la défense des colonies - Il y a là une question très importante -

M. Vayonier - Il faudrait également se préoccuper de la mobilisation agricole. Aucun plan n'existe à cet égard.

M. le Président. Notre regretté collègue M. Chéron avait préparé sur ce point une documentation intéressante, que M. Vayonier pourrait reprendre.

M. Rillart de Verneuil. Avec notre faible population, pouvons-nous songer à avoir une aviation comparable à celle de l'Allemagne?

M. Laurent Syrac. S'il s'agit d'une arme où nous pouvons avoir la parité avec l'Allemagne, c'est bien l'aviation, arme de matériel, qui n'a besoin que d'un effectif réduit.

M. Binezet - Si la France, en dépit de ses inventions et de sa puissance industrielle, a perdu sa supériorité aérienne, c'est qu'elle a perdu confiance en elle-même.

M. Coty. Il est nécessaire que le Gouvernement dise la vérité au pays sur notre situation militaire. Sans aller jusqu'à publier les rapports, il faudrait éclairer notre opinion. Je demande que nos Présidents fassent une démarche en ce sens auprès du Gouvernement.

M. le Président. C'est là une question d'opportunité. Nous examinerons notamment s'il y a lieu de transmettre le rapport au Président de la République.

M. Faluy. S'il est bon d'alerter l'opinion, il ne faut pas l'effoler.

M. Chaumie - Les récents décrets relatifs au régime du pétrole sont une pure supercherie. Tant en ce qui concerne la dispersion des dépôts que la francisation des navires-citernes. Il faudra demander des explications sur ce point.

M. le Président. Il est bien entendu que certaines questions feront l'objet de rapports annexes.

Le Sénat est saisi du projet de loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre. Le ministre de la Guerre demande que ce projet soit voté d'urgence. Les Présidents et rapporteurs des trois Commissions pourraient se réunir pour confronter et harmoniser leurs points de vue.

24

Cette réunion préparatoire aurait lieu le lundi prochain
et les Commissions examineraient le projet Mercredi -

Il en est ainsi décidé

La séance est levée à 19 heures

Séance du 6 avril 1938.

Présents : M. M. Daniel-Vincent, Sal Hirschauer, Fabry, Ch. Meunier, Rillart de Verneuil, E. Roy, Depierre, de la Grandière, Jacquy, A. Naudin, Manger, Chaumie, CG d'Harcourt, J. P. Rambaud, de Wendel, Binagot, Landier.

Présidence de M. Daniel-Vincent.

La séance est ouverte à quatre heures trente.

Examen du projet de loi sur l'organisation de la Nation pour le temps de guerre.

M. le Président. Le Gouvernement désire que le projet sur l'organisation de la Nation pour le temps de guerre soit voté avant les vacances. Nous nous sommes mis en rapport avec les Présidents et rapporteurs des Commissions de l'air et de la marine pour confronter nos opinions et nous mettre d'accord sur ce projet.

Le Ministre de la Défense nationale nous a fait part de son désir que le Sénat vote le projet sans modifications. Je vous propose de désigner comme rapporteur M. Jean Fabry : il a été à l'origine un des auteurs du projet, il a donc à cet égard une compétence particulière. Il estime, pour sa part, que certains changements au texte actuel sont indispensables. Je me propose d'aller voir le Ministre avec M. Fabry pour rapprocher les points de vue opposés : j'estime, en effet, que nous ne devons pas laisser le Sénat arbitrer le conflit. La question est d'ordre technique : il appartient à la Commission de la trancher. Je vous demande seulement de suspendre votre décision jusqu'à ce que je vous aie apporté le compte-rendu de notre entrevue.

M. de la Grandière. Les deux points de vue paraissent inconciliables.

M. le Président. Il est bien entendu que je dépendrai le point de vue de la Commission.

M. Rillart de Verneuil. La Commission doit pouvoir discuter le projet et le modifier, si bon lui semble.

M. Jacquy. Il me paraît excessif qu'on nous demande de voter sans débat un projet de cette importance. La Commission a déjà pris nettement position sur certains points essentiels.

M. Fabry. nous ne pouvons nous contenter d'être une chambre d'enregistrement ; mais d'autre part, nous devons faire diligence. La chambre n'a d'ailleurs pas accepté ce projet sans y introduire certaines modifications - à l'article 6 et à l'article 41.

Les décrets relatifs à l'organisation de la Défense nationale ont organisé une concentration des pouvoirs conformément aux desirs que la Commission avait maintes fois exprimés. Or la nouvelle organisation n'est pas traduite explicitement dans le projet : il faut en mettre le texte en harmonie avec les décrets. Si les décrets ne figurent pas au texte de loi, ils sont condamnés.

C'est pourquoi j'estime ne pas pouvoir rapporter le projet tel qu'il nous est soumis. Il faut que le chef d'Etat-major de la Défense nationale figure à l'article 5 et aux articles 40, 41 et 42. Ce sont des modifications courtes, mais essentielles. Ainsi nous reprendrons l'ensemble des décrets pour l'introduire dans le projet de loi. Notre intention n'est pas de bricoler les textes, mais de donner une vie légale à une organisation dont M. Daladier et le père.

L'article 1^{er} fait allusion à la période de tension extérieure. Celle-ci n'est pas avoir nettement définie qu'autrefois. Il est certain, par exemple, que nous sommes actuellement en période de tension. Il faut préciser le sens de ces termes.

A l'article 3, je propose la modification suivante :
"le Président du Conseil peut déléguer ^(de direction et de coordination le G.D.N.) ses pouvoirs à un Ministre qui prend le nom de Ministre de la Défense nationale."

M. le Président. Il y aurait lieu de modifier cette formule, car le Ministre de la Défense nationale existe déjà.

M. Fabry. Autre modification, à l'article 5 : "Le Président du Conseil ou, sous sa haute autorité, le Ministre de la Défense nationale, secondé dans cette tâche par un chef d'Etat-major de la Défense nationale, choisi parmi les trois chefs d'Etat-major de la guerre, de la Marine et de l'air, sont les attri-

butions sont réglés par décret."

M. de la Grandière. Il aura-t-il un chef d'Etat-major de la Défense nationale indépendant ?

M. Faluy. Il vaut mieux ne pas le dire sans le texte et laisser au Ministre sa liberté d'action à cet égard. Il est bien évident que ce chef d'Etat-major ne commandera jamais aucune des trois armées.

M. Binquet. Convient-il de donner des pouvoirs aussi étendus à un général dès le temps de paix ? Le texte de l'article 42 ne donne pas entièrement satisfaction à la Commission de l'air qui proposerait la rédaction suivante : "le chef d'Etat-major général coordonne les opérations des armées de terre et de l'air."

M. Faluy. Il est indispensable qu'il y ait, dès le temps de paix, un chef d'Etat-major coordonnant l'action des trois armées, généralissime désigné pour le début de la guerre. Il faut, dès le temps de paix, un chef chargé de fixer les buts stratégiques à atteindre.

M. le Président. Cette désignation pourrait n'avoir lieu qu'en période de tension.

M. Faluy. Ce n'est pas mon avis.

M. Jacquy. M. Daladier a toujours dit qu'il était partisan d'un commandant en chef unique.

M. le Général Hirschauer. Rien n'a été prévu jusqu'ici pour ce qui concerne les soins à donner aux blessés et intoxiqués en cas d'attaques aériennes. Il faut régler d'urgence cette question très importante.

M. Faluy. Le Ministre de la Défense nationale doit avoir sous ses ordres l'organisation de la Défense passive.

M. Rillart de Verneuil. Pourra-t-on présenter des amendements ?

M. Faluy. Naturellement, chacun garde son droit d'amendement. Le rapporteur exposera la doctrine de la Commission.

M. Charles Meunier apporte des renseignements sur l'état de fabrication des chars d'assaut et du matériel d'artillerie et de D.C.A.

La séance est levée à 16 heures 30.

Léana du 13 avril 1938

Présents : M. M. Daniel-Vincent, Jal Hirschauer, Fabry, Chaumie,
Ch. Munnier, Rillart de Verneuil, Carntoulives, Guy de Wendel,
Rolland, De la Grandière, J. P. Rambaud, Barbier, C^{te} d'Harcourt,
Jacquy, Mauger, A. Naudin, B. Carrère, Dépière -
La séance ouverte à 15 heures -

Présidence de M. Daniel-Vincent -

Projet de loi sur l'organisa-
tion de la Défense pour le
temps de guerre.

M. le Président. Au cours d'une réunion ^{tenue hier} des Présidents et rapporteurs
des Commissions de Défense nationale, nous nous sommes efforcés de
rapprocher les points de vue des 3 Commissions - M. Fabry va nous
donner le résultat de ces conversations.

M. Fabry. La Marine n'accepte pas la nomination d'un Chef
d'Etat-major de la Défense nationale - Or le décret de janvier
dernier n'ont eu pour but que de créer ce chef d'Etat-major
unique ; en effet, le ministre de la Défense nationale existait
déjà depuis 1936 - Le décret nous ait donné en grande partie
satisfaction ; mais si le ministre de la Défense nationale n'était
pas armé d'un Chef d'Etat-major, il ne pourrait remplir la
tâche écrasante qui lui incombe -

J'espère que nous pourrions arriver à une entente ; en tous
cas, la Commission de l'Armée maintiendra sa position -

M. le Jal Hirschauer. Il est indispensable que le ministre soit
armé d'un organisme permanent et stable, Etat-major
devant comprendre des officiers appartenant aux trois armes -

M. Rillart de Verneuil. Si la Marine continue à opposer son
veto, ne pourrait-on voter le projet sans parler du Haut-
Commandement ?

M. Jacquy. La question de Haut-Commandement devrait
faire l'objet d'un projet de loi spécial -

M. Fabry. Ce que craint la Marine, c'est que le Chef d'E.M.
ne commande directement les flottes. Mais nous sommes certains

cus que le début d'une guerre serait une opération brutale à laquelle il ne faudrait pas faire front en ordre dispersé. Pendant les vacances, nous nous mettrons d'accord avec le ministre de la Défense nationale et la Marine devra s'incliner.

M. Chaumière. Il est urgent d'aboutir et pour cela, il ne faut pas se perdre en querelles byzantines. Ce n'est pas le ministre qui pourra commander les armées, il lui faut un chef d'Etat-major.

M. J. P. Rambaud. Il faut faire connaître au plus tôt l'opinion de la Commission au Président du Conseil. Il est probable d'ailleurs que le projet sur l'organisation de la Nation pour le temps de guerre fera l'objet d'un décret-loi.

M. le Président. Les Présidents des autres Commissions de la Défense nationale devront aller voir le ministre avec nous. Il y a une question de courtoisie et de loyauté vis-à-vis de nos collègues.

M. Fahey. Je crois, pour ma part, qu'il vaudrait mieux que nous allions seuls voir le ministre pour lui exposer notre point de vue. Nous nous sommes engagés à fond, il nous est impossible de reculer. Sinon je serais obligé d'abandonner le rapport.

M. le Président. J'ai l'intention de voir le ministre pour le mettre au courant de nos travaux. S'il a l'intention de régler la question par décret, je lui demanderai d'entendre d'abord la Commission.

Désignation d'un
membre de la Commis-
sion supérieure de la
Défense passive.

M. Chaumière. J'avais l'intention de poser ma candidature, mais apprenant que M. le général Hirschauer est candidat, je lui cède volontiers la place, me tenant à sa disposition pour collaborer avec lui.

M. le général Hirschauer. J'ai déjà eu à m'occuper de la défense aérienne et notamment des soins à donner aux blessés et intoxiqués, de l'aménagement des abris, etc.

M. le général Hirschauer est désigné comme membre de la Commission supérieure de la Défense passive.

Communication sur
la Tchécoslovaquie.

M. Barbier. A la tête de l'Etat-major tchécoslovaque se trouve un général français. D'après lui, l'armée tchécoslovaque

est en parfait état et la Tchécoslovaquie est prête à faire l'impossible pour empêcher une invasion allemande. Une ligne de défense existe depuis longtemps du côté de la frontière autrichienne. D'après les renseignements qui me sont parvenus, les allemands bluffaient énormément : l'encadrement de leurs troupes est défectueux, leurs visées visiblement restreintes - Je suis convaincue que les allemands n'attaqueraient pas s'ils ont la certitude de trouver en face d'eux les Tchécoslovaques et les Français -

M. le Président. J'ai eu l'occasion de rencontrer M. Benes ces jours derniers - La politique tchécoslovaque est à base de sagesse et de prudence -

Nous allons nous séparer pour deux mois ; si les circonstances l'exigeaient, je prendrais l'initiative de convoquer la Commission -

La séance est levée à 15 heures 15.

Séance du 1^{er} juin 1938

Présents : M. M. Daniel-Vincent, J. Hirschauer, Fabry, Chau-
nié, de Blois, Carrère, de la Grandière, Eug. Roy, A. Maudou, D.
Dépierre, Rolland, de Lussan, Bénaïme, R. Besnard, Cte d'Har-
court, Jacquet, Manger, Loubat - (Laurent-Eynac et Bergeron).

Présidence de M. Daniel-Vincent.

La séance est ouverte à 16 heures.

M. le Président salue la mémoire de deux collègues disparus :
M. M. Cornu et Daignol.

Organisation g^{le} de
la Nation pour le
temps de guerre.

Il donne la parole à M. Bergeron pour faire une communica-
tion sur la position de la Commission de la Marine à l'égard
du projet de loi sur l'organisation générale de la Nation pour
le temps de guerre.

M. Bergeron. La Commission de la Marine m'a chargé
de vous lire une note sur le projet que nous discutons. Le
rapport de M. Fabry laisse apparaître un désaccord ^{de principe} profond
sur la question du haut commandement. La Commission
de la Marine croit que l'existence d'un chef militaire uni-
que irait à l'encontre du but recherché et serait cause de
frictions entre les armes et de retards dans l'action. C'est le
Comité de guerre qui doit assumer seul la direction de la
guerre.

M. le Président. Il ne nous appartient pas de délibérer
sur cette communication. M. Fabry examinera dans quelle
condition notre thèse peut se rapprocher de celle de la Marine.
Il reste néanmoins, entre nos Commissions, un ferme désir
de collaboration.

M. Fabry. J'ai établi un rapport définitif qui tient
compte des délibérations de la Commission. J'ai tenté d'obtenir
l'adhésion de M. Daladier et de réaliser l'accord avec les 2
autres Commissions. Du côté de M. Daladier, j'ai trouvé une

accueil sympathique : les décrets de janvier 1938 ne sont d'après lui qu'une étape provisoire - mais le particularisme des armes rend l'application de ces décrets malaisée. Le ministre m'a autorisé à déclarer qu'il était d'accord avec moi sur la nécessité d'inclure dans le texte de la loi les dispositions des décrets concernant le ministre de la Défense nationale et l'Etat-major de la Défense nationale ; sans quoi ces décrets risqueraient de devenir caducs au premier changement de ministère. Je pense que, lorsque la Commission de la Marine aura lu plus attentivement le texte que je présente, elle viendra sur son particularisme et n'apportera de nous. Il faut que nous soutenions le gouvernement dans son effort pour achever l'organisation du Haut Commandement si péniblement amorcée.

M. Fabry donne lecture de son rapport.

M. le général Hirschauer. Ce qui est important, c'est de constituer des stocks de matières premières. J'ai connu les difficultés de se procurer de telles matières en temps de guerre, alors que j'étais directeur de l'aviation. J'ajoute qu'il y aura de grandes différences entre la guerre de demain et celle de 1914-18. Le matériel a pris une importance bien plus grande.

Je suis partisan d'un Etat-major de la Défense nationale - mais il est indispensable que cet Etat-major comprenne des officiers des trois armées ayant fait des stages dans les armes auxquelles ils n'appartiennent pas -

M. Fabry. On s'occupe en ce moment de créer un brevet d'Etat-major des 3 armées, brevet qui consacrera les études faites au Centre des hautes études militaires -

M. Bénazet. A l'heure actuelle, le chef d'Etat-major peut exprimer des désirs, mais il ne peut en assurer l'exécution. Il faut qu'il puisse exiger la fabrication de matériels nécessaires à la Défense nationale. Les Allemands ont un

matinil au point ; il paraît même qu'ils en vendent à l'Angleterre ! Ils ont en outre des approvisionnements de matières premières pour des années.

M. Chaumie. L'approvisionnement en matières premières dépend actuellement de 8 ministères ! aucun organe ne centralise les renseignements : le Secrétariat général du Conseil supérieur de la Défense nationale ne possède pas un bilan complet. Il importe que cette question soit réglée rapidement. D'autre part, il faut retirer la Défense passive au ministère de l'Intérieur : il y a sans cette organisation des lacunes effroyables. En ce qui concerne le Haut Commandement, il va falloir trouver une solution qui puisse être admise par le Sénat. Personne ne nie la nécessité de travailler en commun sous un seul chef. Mais les marins soutiennent que le chef responsable de la Marine doit avoir l'audience personnelle du Gouvernement et qu'un chef près sans l'armée de terre ne doit pas venir s'interposer entre lui et le ministre.

M. Jacquet. Dans l'état actuel des choses, il vaudrait mieux confier à un Général et à un Etat-major spécial les opérations du Nord-Est et d'autre part renforcer l'Etat-major actuel de la Défense nationale qui comprend des aviateurs et des marins.

M. Fabry. Le Général en chef doit avoir autour de lui des officiers connaissant les 3 armées de terre, de mer et de l'air. Au jour de la mobilisation, il faut qu'il y ait un seul chef. Le Ministre n'est pas capable d'arbitrer entre les 3 chefs d'Etat-major, il a besoin d'un conseiller technique.

M. Fabry expose les modifications apportées aux articles 5, 41 et 42 du projet de loi.

M. Laurent-Eynac expose la position de la Commission de l'air. Sur certains articles, elle a formulé ses observations et des réserves.

Article 5 (attributions du ministre de la Défense nationale) -
Le ministre de la Défense nationale doit être distinct des ministres militaires - Il nous apparaît impossible d'admettre définitivement la confusion du Ministre de la Défense nationale et du Ministre de la Guerre ; car il est alors juge et partie.

Article 6 - nous avons proposé une nouvelle rédaction, qui a été acceptée par M. Fabry.

Article 42 - nous acceptons la modification de la Commission de l'Armée, à condition que le chef d'E.M. g^l de la Défense nationale ne soit pas confondu avec le chef d'E.M. de l'armée de terre.

Article 47 - Cet article ouvre la voie à la constitution d'un ministère des Fabrications et de l'armement, nous demandons que la production aéronautique reste, en tous cas, confiée au ministre de l'air.

Le rapport de M. Fabry est approuvé par la Commission.

Désignation de
rapporteurs

M. Chaumie est désigné comme rapporteur :

1/ du projet de loi tendant à réserver les emplois de surveillants militaires et de surveillant-portier du château de Haut-Koenigsberg aux bénéficiaires de la loi du 18 juillet 1924.

2/ ~~la loi~~ ^{le projet} de loi tendant à accorder des avantages spéciaux aux veuves, orphelins et ascendants des ouvriers fondriers tués sans l'exercice de leur profession.

La séance levée à 18 heures.

Séance du 8 juin 1938.

Présents : m. m. Daniel-Vincent, Falry, G^l Hirschauer, Rillart de Verneuil, de Juigné, Defuisseux, de Wendel, de Lesson, d'Harcourt, Jacquy, Belmont, Heyret.

Présidence de m. Daniel-Vincent.

La séance est ouverte à 15 heures.

Organisation de la
nation en temps de guerre.

m. Falry. Il faut que dans la période critique du début de la guerre, le gouvernement ait à ses côtés un conseiller militaire. Le Comité de guerre est mal instruit de ses fonctions. Nous avons voulu combler cette lacune. Notre front d'opérations s'étendait à l'Afrique du nord : il faut un seul chef pour diriger les opérations combinées. Il est nécessaire de préparer un plan très net pour le début des opérations. Les arguments présentés dans la note qui m'a été remise par la Commission de la marine font preuve de parti-pris et d'entêtement. Il ne s'agit pas de mettre les flottes sous la direction du Général Gamelin. A la base de nos divergences il y a un malentendu.

m. Rillart de Verneuil. Le rapporteur parle-t-il au nom de l'unanimité de la Commission ?

m. le Président. Certainement.

m. Jacquy. Les membres de la Commission ont-ils une certaine liberté de discussion ?

m. le Président. Nous avons voté à l'unanimité le rapport de m. Falry : mais nous en tenons là. Toutefois, chaque membre de la Commission est libre de présenter un amendement, à condition qu'il ne aille pas à l'encontre de la thèse de la Commission.

m. Jacquy. Je rappelle que la Commission a voté une proposition de loi ^{sur l'organisation du h^t Commandement} qui n'a pas été discutée par le Sénat.

m. le Président. Le projet sur l'organisation de la nation en temps de guerre contient des articles sur l'organisation du haut

Commanement. Notre rapporteur y a introduit les vues de la Commission, et l'armée.

M. Fabry. J'ai soumis mon rapport au Président de la République qui s'est rangé à notre avis.

M. le Président. Avant le débat en séance publique, le rapporteur et moi-même pourrions aller voir le Ministre de la Défense nationale pour nous mettre d'accord avec lui.

M. Fabry. Il faut surtout éviter que le Ministre de la Marine soutienne une thèse contraire à celle du Ministre de la Guerre.

M. le Président. Mercredi prochain, nous mettrons la Commission au courant de notre entretien avec le Ministre. Puis nous entendrons l'exposé de M. Chaumie qui n'a pu venir aujourd'hui.

La séance est levée à 15 heures 45.

Séance du 15 juin 1938

Présents : M. M. David-Vincent, Fabry, Chaumie, Rillart de Tarnuil, de La Grandière, Naudin, Viollette, Jourdain, de Luçon, Rambaud, d'Harcourt, Jacquy, Belmont, Depierre, de Wendel, Pézière, Gal-Hirschauer, Rolland, E. Roy, Manger, de Blois, Carrère.

Présidence de M. David-Vincent.

La séance est ouverte à 15 heures.

Organisation de la
nation pour le temps
de guerre.

M. le Président. Le projet de loi sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre est à l'ordre du jour de la séance de demain. L'article 12 relatif à l'organisation de la défense passive soulève des objections de la part de la Commission des Finances. M. Caillaux a accepté la disjonction de cet article pour que le projet de loi puisse être voté sans plus de retard.

M. Rambaud. On n'a rien fait depuis dix ans pour organiser la défense passive : il y a longtemps qu'on aurait dû chiffrer la défense à envisager de ce chef.

M. Fabry. La défense passive devra faire l'objet d'un projet spécial et ^{être} mise en route rapidement. Il y a d'ailleurs une foule de communes qui n'auraient pas à engager de dépenses à cet égard. Il faudrait faire une carte de France indiquant les points stratégiques qui nécessitent des travaux. Mais si l'Etat n'y prend pas en main cette entreprise, elle n'aboutira pas.

M. le Président. Le budget prévoit 400 millions pour l'organisation de la défense passive : cette somme doit permettre la mise en route du projet.

M. le Gal Hirschauer. La défense passive comprend la défense aérienne du territoire et les moyens à terre (artillerie). Elle doit être placée tout entière sous l'autorité d'un seul ministre. Il faudra penser aussi à l'organisation des soins à donner aux blessés et intoxiqués.

M. de La Grandière fait connaître qu'il a déposé un amendement

à l'article 40 -

M. Belmont. Le rapport de M. Fabry paraît écarter l'eventualité de la constitution d'un Ministère de l'Armement. Or quelques-uns d'entre nous sont favorables à ^{la création de} ce Ministère qui ferait la synthèse des besoins. Je demanderai qu'on laisse la porte ouverte à cette création -

M. Fabry. Le corps de bataille ne peut ni passer d'un corps d'usines en plein travail - C'est pourquoi la considération de la défense nationale doit intervenir dans tous les problèmes sociaux. Je suis partisan de grouper les différents services dans une direction générale de fabrication, mais non de créer un nouveau ministère qui pourrait entrer en lutte avec les ministères existants.

Exposé de M. Chaumière
sur la question des ap-
provisionnement en
matières premières -

M. Chaumière. A l'heure actuelle, le service de l'Armement s'occupe de l'approvisionnement en métaux, la Direction des Poudres des matières chimiques, l'Agriculture des produits alimentaires et textiles, la Direction des Forêts de bois, ^{etc.} sans que ces services collaborent entre eux -

Aucun service ne concentre les renseignements qui sont recueillis par chaque ministère - Le Secrétariat général du Comité supérieur de la Défense nationale ne possède pas tous les moyens de renseignement et de direction nécessaires. Beaucoup de renseignements recueillis par chacun isolément comportent cependant des éléments communs, mais il n'y a aucune liaison. Il faut ^{créer} un service qui verra l'ensemble - un service de coordination et de statistique. Pour les importations, pour les transports, il faut préparer un plan, et seul l'Etat-major général peut le faire -

M. Fabry. Cet effort a été tenté en 1923 par le général Terrigny qui a créé dans chaque ministère une notice de la mobilisation. Mais ce service est tombé en désuétude -

M. Chaumière. Il y a deux problèmes à envisager : la mobilisation - et l'armement. Le service de l'Armement envisage

aux industriels l'état des besoins en temps de guerre, ^{souvent} mais les industriels n'accusent même pas réception - Il faut que cela change - Il faut prévoir des stocks, organiser un volant de réserve. C'est là un problème de trésorerie qui intéresse le ministère des Finances -

Je vous demande l'autorisation de présenter au gouvernement des conclusions tendant à donner aux moies existants des pouvoirs de coordination et à déterminer les cloisons étanches qui séparent actuellement les moies -

Depuis deux ans, nous exprimons des desiderata en ce qui concerne le pétrole et les combustibles liquides ^{ou} Les mesures qui ont été prises sont décevantes : quelques-unes d'entre elles sont une mauvaise plaisanterie. Notre flotte pétrolière n'atteint pas le quart des besoins auxquels nous avons à faire face - nous avions demandé qu'on encourageât son développement à l'occasion du renouvellement des autorisations. Le décret qui a été pris impose seulement aux Sociétés importatrices l'obligation de faire la moitié de leurs importations dans des navires leur appartenant. Mais la plupart de ces navires sont étrangers ! J'ai essayé de savoir pourquoi l'on avait fait si peu à cet égard - J'ai appris que les importateurs préféreraient renoncer à importer plutôt que de le faire sous pavillon français, à cause des charges énormes qui pèsent sur notre fret -

L'O.N.C.L. a constitué des stocks de plusieurs millions de tonnes d'or - Mais ces stocks se trouvent massés en huit points principaux et sont très vulnérables par l'aviation. Les mesures de riposte et de sécurité envisagées sont nettement insuffisantes. Nous avons demandé la dispersion de ces stocks à l'intérieur - M. Jaurès a pris un arrêté ordonnant la dispersion de 15% des stocks au 1^{er} avril 1938, puis l'avenir de 2 1/2 % par an ! J'ai vu à ce sujet le Directeur technique de l'Office, dont l'honorabilité ne fait d'ailleurs

pas de doute. Je lui ai demandé de faire déplacer les $\frac{2}{5}$ des tanks. Il m'a répondu qu'il fallait un an pour déplacer un réservoir ! Cela montre une méconnaissance totale des réalités industrielles.

D'autre part, il aurait fallu continuer les recherches dans le sous-sol national. En Angleterre, on a déjà fait 400 sondages. Chez nous, les sondages à grande profondeur pourraient donner des résultats intéressants : or on a acheté seulement 2 sondes ! Le Directeur technique m'a dit que pour les faire fonctionner on aurait recours aux diésmes ; mais il faudra les construire. Il y aurait lieu de stimuler ces recherches.

En un mot, l'inertie de l'administration est générale ; ce n'est pas admissible en temps de menace de guerre.

On a également parlé de la question du soufre : elle est grave. Nos gisements de pyrites ne couvrent que le $\frac{1}{5}$ des besoins du pays. Une partie de nos approvisionnements venaient d'Espagne : Franco les a supprimés. Il faudrait remplacer les pyrites par du soufre grillé qu'on peut trouver en Floride et au Chili.

En ce qui concerne l'aluminium, les programmes ne sont pas au point. L'Allemagne en consomme 130.000 T., l'Angleterre 65.000 T., la France 24.000 T. Dont 6.000 pour la défense nationale. Nous en fabriquerons 45.000 T. cette année ; mais notre consommation ne suit pas le même rythme. Or en temps de guerre, il nous faudrait 80.000 T. Aucun programme n'a été établi pour la conservation des stocks ou la fabrication du duralumin. Or il faut deux ans pour construire un laminoir ! D'autre part, les ouvriers spécialisés manquent pour la fabrication et les réparations de cette nature.

A la fin de son exposé, M. Chaumie présente des

conclusions qui sont réunies et ^{Dans un résumé ultérieur} soumises à la Commission.

M. fait connaître que le Ministre de l'air a prie M. Dumas de se mettre à la disposition des Commissions de Défense nationale pour fournir des renseignements sur l'utilisation des carburants.

M. le G^l Hirschauer - Ne pourrait-on utiliser les nombreuses cavernes qui existent en France pour y enfermer nos approvisionnements ?

M. de la Grandière - Je demande que le rapport de M. Chaumie soit soumis au Président du Conseil - Ne pourrait-on s'entendre avec les Etats-Unis pour la question des approvisionnements ?

M. de Blois - M. Chaumie a bien dit que, d'après l'administration, il faudrait un an pour déplacer un réservoir ?

M. Chaumie - Oui. mais on a ^{aussi} envisagé de transporter le pétrole par pipe-line dans la vallée de la Loire -

M. de Blois - Depuis trois ans que la question est posée, aucune solution n'est intervenue -

M. Viollette - Je ne suis pas d'accord avec M. Chaumie en ce qui concerne l'organisation d'un centre de statistique - En 1916 j'étais rapporteur à la Chambre de Fabrication d'artillerie, en 1917 ministre du ravitaillement et des transports maritimes - Je me rappelle l'ordre de grandeur formidable des besoins d'alors - Ce qui est nécessaire, c'est une Direction générale de la mobilisation industrielle qui travaillerait de concert avec le Secrétariat général de la Défense nationale - L'établissement des besoins de l'armée en temps de guerre ne peut être fait que par l'Etat-major général - ^(au Ministère de la Guerre) Il faut qu'il y ait un service des commandes ayant autorité auprès des administrations susceptibles de livrer -

M. Chaumie - Pour commander, il faut d'abord savoir ce que l'on a et c'est le service des renseignements qui le dira -

M. Rambaud - à la suite de l'annexion de l'Autriche,

Communication de
M. Rambaud.

j'avais demandé au Ministre de la Guerre des renseignements sur nos effectifs. Le Ministre m'a donné une réponse que je voudrais porter à la connaissance de la Commission. M. le Président. La question pourra être inscrite à l'ordre du jour de mercredi prochain. (Assentiment).

La séance est levée à 17 heures 20

Séance du 22 juin 1938.

Présents: M. M. Daniel Vincent, Chaumie, d'Harcourt, de Blois, Fabry, Rolland, Ch. Mermier, Naudin, E-Roy, Landier, Viollet, Gal Hrischauer, Rambaud, Laurent Eynac, Manger, de la Grandière-Rillart de Verneuil.

Présidence de M. Daniel Vincent.

La séance est ouverte à 15 heures.

M. le Président. Je veux tout d'abord féliciter notre ami M. Fabry de sa belle intervention dans le grave débat sur l'organisation de la nation en temps de guerre - Les concessions sur des points qui ne sont pas essentiels ont permis un accord nécessaire et le maintien de la cohésion des trois Commissions de la Défense nationale - Je suis sûr d'exprimer le sentiment de la Commission en la félicitant de la hauteur de vues dont il a fait preuve.

J'adresse mes souhaits de très cordiale bienvenue à M. Laurent-Eynac qui siège pour la première fois parmi nous.

Avant de donner la parole à M. Chaumie, je veux faire une observation que m'a inspirée la récente visite d'une usine qui doit, en temps de guerre, se replier. Le repliement me paraît une chose extrêmement difficile et compliquée. Ne faudra-t-il pas tout démotiver ~~pour~~? Et comment assurer le démarrage de la nouvelle installation? Il faudrait donc, à mon avis, prévoir dès le temps de paix des stocks de sécurité très importants. (Assentiment).

Un mot encore des bombes d'aviation. Celle qui on fabrique sont magnifiques, polies, brillantes: est-il nécessaire de les travailler ainsi jusqu'au dernier carat?

M. Chaumie. C'est une question de mode de fabrication et aussi de poids - D'ailleurs le fini oblige à une fabrication soignée; en outre une pièce polie ne rouille pas.

M. Fabry. Sur le projet relatif à l'organisation de la nation pour le temps de guerre, nous avons dû faire quelques concessions que certains ont répudiées. Mais les points essentiels sont acquis.

Dans aucune loi organique d'aucun pays les Chefs d'E.M. n'avaient encore été inscrits : c'est là une réalisation capitale, qui méritait bien des sacrifices.

M. de Polois. Êtes-vous sûr que l'article 5 du projet permette au ministre de la Défense nationale de nommer dès demain le Chef d'Etat-major de la Défense nationale ?

M. Fabry. mais il est nommé : c'est le général Jamelin. Il ne reste plus qu'un perfectionnement à réaliser : créer un ministère distinct de la Défense nationale.

M. de la Grandière. La suppression de l'article 42 a des inconvénients.

M. Fabry. Je ne le regrette pas et préfère l'article 5 nouveau. Dans l'ensemble, je suis satisfait de la nouvelle loi.

Rapport de M. Chaumière M. Chaumière. Nous sommes en présence d'une multiplicité de services chargés des approvisionnements en matières premières. Le général Jamet remplit un rôle des plus utiles ; mais il faudrait de véritables équipes chargées de relever les doubles emplois. Il faudrait avant tout un fichier central. Je propose donc à la Commission de voter une motion en ce sens. L'état actuel du matériel existant devra être recensé. Le service central de documentation devra avoir toute l'autorité désirable pour se renseigner.

M. Fabry. J'approuve la motion de M. Chaumière. Il faut faire revivre le hiérarchisme général de la Défense nationale, qui est actuellement en sommeil.

M. le Président. Ne pourrait-on réunir les conclusions du rapport Ch. Mennier sur la défense aérienne du territoire à celle du rapport de M. Chaumière ?

M. Fabry. Il vaut mieux les laisser distincts.

M. le Gal Hirschauer. Nous sommes en présence de deux questions : connaître les usages dont nous disposons — et nos moyens de les utiliser. Il faut qu'en temps de guerre le personnel ouvrier nécessaire soit donné aux usines et qu'il

ne peut invoquer la loi de 40 heures.

M. Viollette. En temps de guerre, le personnel serait mobilisé.

Communication de

M. J.P. Rambaud.

M. J.P. Rambaud. A la suite de l'annexion de l'Autriche, la Commission m'a chargé de la renseigner sur diverses questions concernant le personnel et le matériel militaires. Le 5 avril dernier, j'ai reçu une réponse du ministre de la Guerre. En voici le résumé :

1/ Intensification du recrutement des militaires de carrière par l'amélioration de leur situation matérielle. Le ministre répond que cela entraînerait un relèvement de tous les soldes militaires. L'augmentation des indemnités pour charges de famille actuellement à l'étude coûterait 400 millions. On peut aussi envisager le relèvement des primes de rengagement.

J'ai trouvé cette réponse assez vague et peu satisfaisante.

M. de La Grandière. La solde d'un sous-lieutenant est inférieure à celle d'un ouvrier métallurgiste à ses débuts !

M. Rambaud. L'année dernière on a pu trouver en quelques mois 80.000 cheminots. Pourquoi ne trouverait-on pas des militaires, si l'on fait ce qu'il faut ?

2/ Engagement et rengagement des indigènes. Ici encore la réponse du ministre est assez vague. Elle n'envisage que la création de deux ou trois régiments marocains.

M. de La Grandière. Nous ne savons rien du recrutement d'indigènes qui serait effectué par M. Mandel.

M. Fabry. Il a été question d'un recrutement supplémentaire de 40.000 indigènes. Mais les difficultés sont apparues au moment de l'incorporation. On a envisagé un échelonnement par groupe de 7.000 constituant soit des renforts pour les régiments existants, soit de nouveaux régiments. Mais pour les unités importantes il faut des cadres français importants et on ne les a pas. Donc n'ayons pas de trop grandes espérances à cet égard.

M. Rambaud. Dès 1936 ^{nous avons} ~~on a~~ envisagé le renforcement

de nos effectifs indigènes - la question des cadres s'est alors posée. Il aurait grand temps de faire le nécessaire.

M. Viollette. Il est certain que la situation de nos effectifs est très délicate. J'ai entendu dire au Ministre de la Guerre que si les éléments allemands et italiens dominaient en Espagne, il faudrait 2 ou 3 divisions de plus pour la défense des Pyrénées. Ces divisions devraient être alimentées par le recrutement indigène et surtout algérien. Le recrutement est possible. Actuellement les Conseils de divisions algériens refusent 40% du contingent pour sous-alimentation - mais nous n'épuisons même pas les possibilités que nous donne le tirage au sort. Nous pourrions donc trouver là des effectifs nouveaux importants. Seulement, il y a la question des cadres. Sans doute il faut des cadres français; mais on peut trouver aussi de bons cadres indigènes parmi les jeunes gens évolués, étudiants, avocats, etc. Or on leur refuse le droit de faire de la préparation militaire supérieure. C'est là un abus très regrettable, car on aurait ainsi des cadres d'un niveau intellectuel très supérieur aux cadres indigènes actuels.

Il faut, d'autre part, faire aux cadres indigènes des conditions d'existence honorables. Ceux-ci sont actuellement très insuffisants ^{malgré une amélioration récente} : il y a là un grand danger moral, surtout pour les indigènes qui servent en France.

M. le Président. L'amélioration dont vient de parler M. Viollette est due aux interventions répétées de M. le G^{al} Hirschauer au nom de la Commission.

M. Viollette. J'en félicite vivement M. le G^{al} Hirschauer. Mais j'ajoute que c'est toute une politique nouvelle qu'il faudra faire en Algérie. Il serait néfaste d'envoyer systématiquement en France les régiments indigènes algériens et de les remplacer en Algérie par des Sénégalais. Une politique nouvelle, à laquelle le G^{al} Cantow est d'ailleurs pa-

vorable, et indispensable pour nous donner en Algérie une véritable armée indigène. Cette politique doit être ^{notamment} gérée au point de vue de la bonne alimentation des indigènes et de leur admission à la préparation militaire supérieure.

M. Chaumière. La gravité du problème qui se pose actuellement provient de la triple mission que doit remplir notre armée : occupation de la ligne Maginot immobilisant la moitié de l'armée active ; réserve générale de couverture pouvant être partiellement réalisée par des indigènes bien encadrés ; enfin rôle dévolu aux 4 millions d'hommes qui restent, avec au maximum un officier de l'active par bataillon. A cette masse mûle des professionnels peuvent donner la cohésion et le mordant : il faut donc augmenter les cadres de l'armée active.

M. Rillart de Vermeil. J'ai servi longtemps dans des formations indigènes et je tiens à dire qu'il est très difficile de donner des grades supérieurs aux indigènes. Si actuellement leur patriotisme s'est développé, tant mieux ! mais de mon temps ils étaient surtout indigènes. Il faut donc être très prudent. Bien encadrés, ces troupes sont d'ailleurs remarquables au feu.

M. Fabry. Il faudra entendre le Ministre de la Défense nationale sur la question, mais la question des cadres domine tout ; nous souffrons encore de la diminution de 5.000 officiers réalisée après la guerre. Il n'y a que deux politiques des effectifs : celle des effectifs français, à peu près impossible ; celle des effectifs indigènes, très intéressante, mais qui aboutit nécessairement à la constitution d'une armée proprement algérienne. Avant tout il faut donc une politique d'unité politique. Il y a danger de se remettre pour la sécurité de l'Afrique du Nord à une armée dont on ne pourrait répondre.

M. Viollette. Je remercie M. Rillart de Vermeil de l'hommage qu'il a rendu aux troupes nord-africaines ; mais depuis la guerre celles-ci ont été transformées par la substitution de la relève individuelle à la relève collective. Le jeune intel-

lectuels nord-africains qui demandent à être admis à la préparation militaire supérieure n'ont que le souci d'être Français, et en cas de mobilisation nous pourrions regretter l'erreur que nous avons commise en les repoussant.

M. Rolland. Je demande que les jeunes italiens élevés en France et qui ~~demandent~~^{désirent} faire leur service en France soient plus facilement admis.

M. le Président. Les jeunes Belges qui désirent servir en France rencontrent des difficultés analogues.

M. Mauger. Je signale le danger qu'il y a à incorporer dans les régiments indigènes des illettrés français.

M. Rambaud. La troisième question posée au Ministre avait trait à la possibilité d'augmenter temporairement nos effectifs par l'augmentation du nombre des convocations verticales.

La réponse du Ministre fait connaître le nombre des convocations verticales prévues pour 1938 et l'impossibilité d'en augmenter le nombre. Les avantages très réels au point de vue de l'instruction et de la cohésion de ces convocations sont contrebalancés par les prélèvements importants en matériel, animaux et cadres sur les corps de troupe de l'armée active qui en nécessitent, les régiments ne pouvant fonctionner en temps de paix et un certain nombre de grades réservés manquant toujours à l'appel.

J'estime que nos approvisionnements ne sont pas en état et que nos effectifs d'officiers sont insuffisants si les corps de troupe de l'active ne peuvent subir certains prélèvements sans que leur existence devienne impossible. Dans ces conditions, il faut réviser la loi de cadres et effectifs.

M. Viollette. Ce point est de la plus extrême importance. La loi de cadres de 1928 a été conçue pour une armée de 300.000 h., elle ne correspond plus aux circonstances actuelles qui sont plus défavorables que celles de 1914.

M. Rambaud. La quatrième question portait sur le recampliment des approvisionnements de guerre.

la réponse du ministre ne concerne que des réalisations à longue échéance. Nous aurions voulu connaître les moyens à prendre sans délai, s'il y a lieu -

M. Rioult. En 1927, j'ai voulu créer une cartonnerie à Blida, mais je me suis heurté à l'opposition des délégations financières. La création en Afrique du Nord de fabriques de munitions est encore beaucoup plus urgente actuellement.

M. Rambaud. La cinquième question portait sur l'état de notre matériel d'artillerie. Sur ce point, la réponse du ministre est inacceptable, car elle se contente d'indiquer des possibilités d'accroître la production à longue échéance, comme l'extension des ateliers du Havre, sans donner la situation de nos matériels modernes. Les insuffisances de l'armement des ouvrages de la partie nord de la ligne Maginot me paraissent, notamment, les plus inquiétantes. Il ne faut pas préparer la guerre de 1948 ou 1950, mais celle de demain !

M. Laurent-Eynaec - Nous manquons totalement d'artillerie anti-aérienne de petit calibre -

M. Charles Merrier. L'achat des usines Delage permettra de fabriquer dans quelques mois en grande série le matériel de 25^{mm} Hotchkiss -

M. le Président. En conclusion de ce débat, nous pourrions établir, d'accord avec M. Rambaud, un questionnaire plus précis que je présenterais au ministre avant la fin du mois - Je serai ainsi en mesure d'apporter à la Commission des réponses rassurantes vers la fin de juillet. (assentiment).

Séance du 20 juillet 1938.

Présents : m. m. Daniel-Vincent, Fabry, d'Harcourt, Laurent-Lynac, Naudin, Rillart de Verneuil, Rolland, Lémery, Belmont, Rambaud, de La Grandière.

Président : m. Daniel-Vincent.

La séance est ouverte à 15 heures.

Communication
du Président sur
les questions posées au
ministre de la guerre.

M. le Président - J'ai convoqué la Commission pour lui donner connaissance de la réponse du Ministre au questionnaire établi d'accord avec M. Rambaud. J'ai assuré le Ministre que les renseignements qui nous ont été communiqués resteraient secrets. S'il y a eu en Angleterre des indiscretions sur l'affaire Jandy, c'est qu'il n'existe pas de Commissions parlementaires.

En ce qui concerne les effectifs officiers, le déficit est actuellement de 3.290. Pour le combler, on envisage l'incorporation de 1.000 officiers de réserve et l'augmentation ^{mensuelle} des officiers de l'active dans le budget de 1939. D'autre part, l'augmentation du personnel de D.C.A. sera pourvue au fur et à mesure des sorties de matériel.

M. Fabry. Il faudra des officiers pour les unités nouvelles qui vont être créées. On va incorporer 50.000 indigènes, il faudra les encadrer par des blancs. Nous demandons une réponse précise sur ce point.

M. le Président. En ce qui concerne les sous-officiers, l'effectif actuel de militaires liés par contrat est de 159.600 (dont 73.000 sous-officiers de carrière, 5.000 spécialistes). Des mesures ont été prises pour relever les soldes et indemnités des militaires liés par contrat.

M. Fabry. Pour combien comptent les engagés de 3 ans dans le chiffre de 159.500 ? Cette catégorie ne présente pas le même intérêt que les vrais militaires de carrière.

M. Laurent-Lynac. En ce qui concerne les spécialistes, la

situation est sombre si l'on maintient les soldes actuelles, très inférieures aux salaires des spécialistes de l'industrie -

M. le Président. Une propagande est faite pour le recrutement des spécialistes - le nombre actuel de militaires de carrière est insuffisant. Pour les spécialistes, on espère atteindre les chiffres de 7.500 en 1938, 12.000 en 1939, 15.000 en 1940 -

Par l'encadrement des formations de réserve, la proportion ^{maximale} d'officiers ^{de réserve}, dans un régiment d'infanterie, est de 20 sur 70, celle des sous-officiers de 75 sur 275. Elle est tout juste suffisante.

L'instruction des cadres de réserve est assurée dans les écoles de perfectionnement et au moyen de périodes d'exercice - les crédits d'instruction ont été augmentés.

En ce qui concerne l'instruction de la troupe, des convocations horizontales ont eu lieu en 1936 et 1937 - les convocations verticales sont intensifiées -

M. Fabry. Les convocations verticales ont donné d'excellents résultats, mais ils valent une révision - la convocation au camp de Mailly de la 41^e D.I (G^{al} Barrard) a démontré que les grands unités ont besoin d'un fort encadrement.

M. Rambaud. Les grandes convocations ne devraient pas compter pour une période ordinaire -

M. de la Grandière. N'y aurait rien d'attirer l'attention du Ministre sur la composition des groupes de reconnaissance. J'ai entendu dire qu'il y avait des motocyclistes qui ne savaient pas monter à motocyclette!

M. le Président. En ce qui concerne les Etats-majors, leur personnel comprend :

pour l'active : des officiers brevétés et du cadre officiel -

pour la réserve : des officiers admis dans le cadre d'E.M.

à la suite d'un stage -

Pour le matériel, 19 groupes lourds modernes ont été commandés sur 61 pièces - l'artillerie lourde moderne se compose de 105 court et de 105 long -

M. Fabry. Le matériel, commandé en 1935, ne sort que très lentement. Nous fabriquons en un an le même nombre de tubes que l'Allemagne en un mois ! Si nous ne transformons pas notre outillage, nous ne pourrions augmenter nos fabrications. Il faut créer des ateliers nouveaux pour la fabrication des canons -

M. Laurent-Eynac. En ce qui concerne la défense aérienne, nous n'avons de dotations que pour les altitudes moyennes - Pour les hautes altitudes, des études sont en cours ; pour les basses altitudes, il n'y a rien - L'Allemagne dispose de 30 régiments de D.C.A., nous de 15 seulement. Est-on convaincu au Ministère de la guerre de l'efficacité de la défense aérienne ?

M. de la Grandière. L'armée allemande possède des appareils de visée remarquables - nous n'en avons pas -

M. Fabry. En ce qui concerne les appareils de visée, des études sont en cours - Ces appareils sont prêts en même temps que les tubes -

Sur un programme de 2.350 chars légers, 1.000 seulement sont sortis - Notre matériel d'accompagnement d'infanterie était excellent - mais on n'a pas prévu le remplacement des pertes qui seraient subies pendant les 6 premières semaines d'une guerre -

M. le Président. Nos stocks de matières premières nous permettent d'alimenter les besoins des premiers mois de guerre -

M. Lémery. Quel sera le résultat de l'enquête de la Commission ?

M. le Président. Prenant acte des satisfactions obtenues, je vais demander au ministre des informations complémentaires sur les points qui nous ont été signalés -

M. Fabry. La documentation complète une fois réunie devra faire l'objet d'une nouvelle séance de la Commission, d'un rapport et d'une audition du ministre -

M. Laurent-Lagne. Est-il bien opportun de fermer pendant 20 jours (pour les congés payés) les industries et fabrications de guerre sans l'atmosphère de tensions où nous sommes actuellement, alors que l'Allemagne est en train de renforcer sa capacité de production ? Je demande que l'attention du ministre soit attirée sur ce point.

M. le Président. La prochaine réunion de la Commission pourrait avoir lieu vers le milieu de septembre.

la séance est levée à 17 heures 10.

Séance du 5 Octobre 1938

Présents : M. M. Daniel. Vincent, Fabry, Belinmont, Barbier, de Lanson, Neyret, de Wendel, J. P. Rambaud, Jacquy, Naudin, Depierre, d'Harcourt, de Blois, Rolland, L. Eynac, Manger, B. Carrère, R. Pisonard, Reibel, Loubat.

Présidence de M. Daniel. Vincent -

La séance est ouverte à 17 heures -

M. le Président rend compte de son action au cours de la récente session internationale - Le 15 septembre, il a rendu visite à M. Daladier, Président du Conseil, accompagné de M. M. les Colonels Eysraud et Taillardat, attaché à la Com des Finances. Ce dernier avait été prié de présenter M. Caillaux de l'opportunité de réunir la Commission de Défense nationale au cas où les circonstances l'exigeraient.

M. de la Grandière n'avait saisi d'une demande de réunion de la Commission : je lui ai répondu en lui exposant les raisons qui, selon moi, s'opposaient à cette réunion - nous devons nous en tenir à l'étude des moyens à mettre en œuvre pour la Défense nationale, mais n'avons pas à intervenir au moment où ces moyens doivent être mis en œuvre - Si les choses s'étaient gâtées, le Parlement ^{aurait} ~~n'aurait pas~~ réuni, alors la Commission ^{aurait} ~~aurait~~ son rôle. Si j'avais été saisi d'une demande de réunion émanant d'un certain nombre de nos collègues, j'en aurais référé au Président du Sénat ; car les Commissions ne doivent normalement se réunir que pendant les sessions parlementaires -

J'ai du reste suivi les événements au jour le jour et me suis tenu au courant des nouvelles militaires prises au cours de la crise internationale - le nombre total de mobilisés s'est élevé à environ 750.000 hommes et 20.000 officiers -

M. de Blois. J'ai compris les mobilisés en Algérie et Tunisie ?

M. le Président. non. ces derniers sont restés sur place.

à noter que le dispositif de sûreté a été appliqué seulement dans le nord-est et le sud-ouest, non dans le sud-est - ceci pour des raisons diplomatiques. Des mouvements de troupes ayant été signalés à la frontière italienne, les explications furent remises au Général Tiscouti qui donna l'assurance qu'il s'agissait là de mouvements normaux.

nous avons été à deux doigts de la mobilisation générale.

Ayant pris ces renseignements, je n'ai pas cru devoir réunir la Commission de l'armée : je ne l'aurais du reste fait sans entente préalable avec les Présidents des autres Commissions de Défense nationale - j'ai préféré que j'ai surveillé les événements jour par jour, me tenant en contact permanent avec le Ministre de la Guerre -

L'expérience faite comporte un certain nombre de leçons : l'impression d'ensemble est que l'horlogerie a bien fonctionné ; il y a eu cependant des à-coups dont nous devons tirer des leçons pour les rectifications indispensables.

M. J. P. Rambaud. J'ai eu l'occasion de faire un certain nombre de constatations. L'armement des corps de troupe est déficient sur certains points. Dans les troupes de 1^{re} ligne, l'armement en canons anti-chars était insuffisant : 3 canons au lieu de 9 par bataillon. En ce qui concerne la D.A.T., l'armement est illusoire : les mitrailleurs et les canons mis à sa disposition sont défectueux. Quant aux mesures de défense de la population civile, elles ont été nulles. A Vannes, ville dont je suis maire, j'ai groupé des volontaires pour les opérations de sauvetage en cas de bombardement ; j'ai rencontré un divorce total, mais nous n'avons ni masques, ni casques - ^{je crois que} les constatations ~~devraient~~ être portées à la connaissance du Ministre. Il faudra obtenir de nous une production plus intense pour faire ce qui nous manque - J'espère que des mesures seront prises pour que les faits que j'ai signalés ne se reproduisent plus.

M. Juy de Wendel ^{J'ai été} mobilisé pendant quelques jours en
 qualité de commandant dans un centre mobilisateur de
 l'est, à Etain. Le centre mobilisateur est installé dans
 trois bâtiments, comprenant des armes, ^{des} vêtements et équipements,
 et qui constitueraient une cible magnifique pour des avions -
 Les troupes se dirigeant sur la ligne Maginot se ravitaillaient
 au centre. Les réservistes, venus de très loin, ont traîné sur
 toutes les routes, certains d'entre eux chantant "l'Internationale"
 et criant : "Dala-dieu au poteau !" - Rien n'avait été prévu
 pour les habiller et les ravitailler. On les a logés pendant une
 semaine dans des hangars où ils ont couché à même le
 ciment ; on n'a pu leur procurer de la paille qu'au bout
 de trois jours et des couvertures qu'au bout de six jours -
 Aucun encadrement de ces hommes n'avait été prévu -
 Il s'est produit en certains points des incidents regrettables ;
 à Bar-le-Duc, par exemple, 2.000 réservistes ont assailli
 des cafés, puis ont parcouru la ville aux cris de "Dala-dieu
 au poteau !" - On a cru qu'ils allaient mettre la ville
 au pillage - A Sarrebourg, des officiers de réserve ont été
 attaqués et blessés par leurs hommes. Il y a eu là une véri-
 table faillite du système.

D'autre part, on a mobilisé des gens sans tenir compte
 de leurs fonctions civiles. Ainsi à Verdun, tous les gardiens
 de la prison ^{et de l'entrée de la ville} ont été mobilisés à la fois ! Dans la zone
 des fortifications, le moral de la population a été excellent ;
 mais la plupart des maires ont été mobilisés à plusieurs kilo-
 mètres de leur ville - Par exemple, à Forbach, ville de 15.000
 habitants qui comprend des allemands et des autonomistes,
 le maire a été mobilisé pour garder un pont ! En outre, on
 a réquisitionné à tort et à travers, à la grande gêne des exploi-
 tations agricoles -

M. le Président. Les officiers de réserve étaient-ils consacrés
 en temps utile pour recevoir les réservistes ?

M. de Wendel. Les officiers n'avaient reçu aucune instruction. Ils ont dû tout faire de leur propre initiative. L'encadrement des hommes n'a été réalisé qu'au bout de 4 ou 5 jours. Les mobilisés étaient abandonnés à eux-mêmes, sans aucune surveillance. Et je vous affirme que je ne vois pas le tableau.

M. Fabry. On a appliqué le plan de mobilisation partiel des réserves; s'est faite une grave erreur. Il s'est ainsi arrivé qu'on a mobilisé des effectifs et pas les chevaux nécessaires pour les transporter!

M. Jacquy. J'ai fait à Reims les mêmes constatations que M. de Wendel. Les mobilisés sont restés 5 ou 6 jours sans être logés. Il est indispensable que les cadres soient convoqués avant les hommes et munis de la liste de leurs hommes. Quant à l'habillement, il a été lamentable; les B.V.C. étaient la risée de la population; certains n'avaient que la capote et la ceinture sur leurs habits civils. Les sous-officiers arrivaient sans leur tenue; il leur était très difficile de commander. On a mobilisé certains officiers mutilés à 40 et 60 % d'invalidité, qui n'avaient jamais fait de période et ne possédaient pas de tenue.

M. de Wendel. A Etain, j'ai dû envoyer chercher à Metz des galons deargent; on ne pouvait en trouver sur place.

M. Jacquy. Je me suis informé du moral des hommes. Les mobilisés de la ligne Maginot m'ont dit: "nous avons des officiers très chics et à la page."

M. de Blois. J'appuie les observations de nos collègues. Il faut prévoir des tenues pour les sous-officiers. Beaucoup d'officiers de réserve sont sans fortune: peut-on leur imposer l'achat d'une tenue? - D'autre part, je me suis demandé comment les corps mobilisés auraient pu attaquer, en raison de la difficulté de l'artillerie munie à leur disposition. Quant à la défense passive, elle s'est révélée inexistante. Qui en est responsable?

M. Laurent-Eynaé. C'est le Ministre de la Défense nationale.

Seule la défense aérienne active incombe au ministre de l'air - M. de Polois. Partout les masques ont manqué. Les maires et les autorités civiles devraient être maintenues en fonction jusqu'à ce que la mobilisation soit terminée.

M. Falry. La loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, votée récemment, a eu l'occasion de fonctionner. Il faudra tirer les conclusions de cette expérience. Des rapports vont être fournis au Ministre en vue de remédier aux lacunes constatées. Chacun de nous devrait également adresser par écrit ses observations au Président qui les transmettrait au ministre.

Au cours de cette crise, je n'ai pas cru que nous irions jusqu'à la guerre, parce que je pense que les moyens actuels obligent à surprendre l'adversaire. M. Hitler a certainement connu les imperfections de notre mobilisation par les nombreux espions allemands.

Nous devons demander au Ministre si la guerre communicationnelle intégrale des rapports des contrôleurs.

Il y a deux points sur lesquels je voudrais particulièrement insister : 1°) notre politique de défense nationale doit être intimement liée à la politique extérieure - 2°) Le gros effort de fabrication doit porter sur l'artillerie. Depuis 1935, il n'est sorti de usines que 2 groupes de 105 long que j'avais commandés ! Notre effort doit porter également sur la défense anti-aérienne - mais il faut d'urgence sortir les 105 court et long qui sont d'excellents canons.

M. le Président. Comme l'a proposé M. Falry, je demande à nos collègues de m'adresser leurs observations.

M. Laurent-Eynac. J'insiste sur la question de la défense anti-aérienne. Nous n'avons l'armement nécessaire ni contre les basses, ni contre les hautes altitudes.

M. le Président. Je propose de réunir la Commission des

la rentrée du Parlement. Jusqu'à là, nous demandons les observations que vous vi adresserez.

M. Mauger. J'ai établi un rapport sur le service du ravitaillement; j'en donnerai connaissance à la Commission dans sa prochaine séance.

M. Ribet. J'insiste sur deux points à signaler au Ministre : 1/ nécessité de remplacer les prélèvements faits sur les vivres de guerre - 2/ ~~Allegations~~ ^{Allegations} des fabrications d'artillerie et de l'organisation de la défense anti-aérienne.

M. le Président. Pour l'effort de production à réaliser, il faut une autorité nouvelle. Il est impossible que nous continuions dans la voie suivie jusqu'à ce jour. Certains usines nationalisées ont été arrêtés; il faut que cela cesse. Nos collègues Merinier et Chaumie ont été chargés de suivre cette question des nationalisations.

La séance est levée à 18 heures 15.

Séance du 7 Décembre 1938

Présents : M. M. Daniel - Vincent, Gal Hirschauer, Fabry, Manger, Laurent - Eynac, de La Grandière, Reibel, de Leuson, Guy de Wendel, d'Harcourt, Rambaud, Loubat, Depierre, Viollette, Bénaïet, Chaumière, R. Besnard, Belmout, Jacquy, de Polois, le Moignie.

Présidence de M. Daniel - Vincent -

La séance s'ouvre à 15 heures.

M. le Président. M. Reibel demande à faire partie de la Sous-Commission des Armements et Fabrications.

On est ainsi décidé.

Réponse du Ministre
aux questions complémentaires :

M. le Président donne connaissance des réponses fournies par le ministre de la Défense nationale aux questions complémentaires qui lui ont été posées par la Commission.

Aucune création nouvelle de grande unité n'est envisagée.

Les chiffres des effectifs sont :

Militaires liés par contrat : 160.000.

Hommes de troupe : 443.000 -

en 1939 : 458.000 -

en 1940 : 529.000.

En 1941, terme de la loi de deux ans, le contingent annuel tombera à 220.000 hommes (il serait au total de 575.000 en cas de maintien de la loi de 2 ans). J'ai déjà demandé au ministre d'envisager les mesures à prendre pour éviter une pareille chute d'effectifs.

M. Fabry. La ligne Maginot est-elle garnie d'effectifs suffisants ? En ce qui concerne les officiers, l'insuffisance est notoire ; pour la troupe, on est arrivé à l'extrême limite. Les événements de septembre dernier paraissent avoir rassuré beaucoup de gens quant au danger d'une attaque brusquée. Je crois que c'est là une erreur. D'autre part, la mobilisation s'est révélée comme une opération plus complexe

qu'autrefois. la garnison des ouvrages fortifiés doit être en permanence sur le pied de guerre.

M. Binazet. Fin août, j'ai été appelé à Berlin par M. François. Poncet, notre ambassadeur - J'ai eu ainsi l'occasion de faire un certain nombre de constatations, notamment en ce qui concerne l'organisation allemande de la D.C.A. Les Allemands font contribuer directement la population civile à la défense des ouvrages et des usines. De même que dans une fabrique quelconque, il y a un piquet d'incendie, une partie du personnel est exercée à servir le matériel de D.C.A. - Un général a été spécialement chargé d'organiser cette défense pour tout le territoire - nous pourrions prendre exemple sur les Allemands à cet égard.

M. le Président. Je continue mon exposé.

En ce qui concerne les officiers de l'armée active, il en manque actuellement 3.290. Ce déficit sera compensé en partie par l'incorporation de 1.000 officiers de réserve et par une augmentation de 1.000 officiers d'active prévue par la loi de finances.

En ce qui concerne le matériel d'artillerie, le programme établi en octobre 1938 pourra être exécuté sans encombre l'année prochaine.

M. Fabry. En matière d'artillerie, c'est surtout la fabrication du 105 L. qui est en retard. Cela tient aux modifications incessantes qui sont intervenues dans les plans de fabrication. Les deux groupes de 105 L. dont j'ai décidé la fabrication en 1935 sont sortis seulement en octobre 1937. Depuis, on n'en a pas fabriqué d'autres.

M. Chaumie. Il faut prendre des mesures immédiates pour organiser la D.C.A. Celle de la marine donne toute satisfaction. Il ne faut pas que des rivalités de boutiques empêchent l'armée d'adopter un matériel qui a fait ses preuves.

M. le Président. Lors de son audition par la Commission,

M. le Général Maurin s'était déjà élevé vivement contre les modifications constantes qui interviennent dans la fabrication d'artillerie - D'où vient la résistance des services techniques aux ordres du Ministre ?

Des crédits ont été affectés pour la fabrication en grande série du matériel de D.C.A. - Dans ce domaine, les difficultés rencontrées proviennent du manque de main-d'œuvre qualifiée.

M. René Besnard. Je soumetts à la Commission quelques observations qui m'ont été fournies par des officiers de réserve des groupes de projecteurs. Le matériel de projecteurs actuellement en service est encore celui de la guerre; il est tombé en désuétude. Quant au personnel, il devrait être mieux familiarisé avec l'emploi du matériel délicat qu'il aura à servir en temps de guerre.

M. de la Grandière. Dans la Marine, la D.C.A. est au point. Pourquoi les artilleurs de terre n'usent-ils à employer les règles de tir en usage dans la Marine?

M. le Président. La Commission pourrait se rendre compte sur place du fonctionnement des matériels de D.C.A. - A cet effet, ceux d'entre nous qui se préoccupent de la question pourraient organiser des visites.

M. Rambaud. Les postes de D.C.A. installés sur la frontière des Pyrénées sont complètement inefficaces.

M. Laurent-Eynac. Nous n'avons pas de matériel contre les avions volant à haute et basse altitude. Mais on a commandé des canons automatiques à tir rapide pour le printemps prochain.

M. le Président donne des renseignements sur les stocks de remplacement en munitions, en véhicules automobiles, en matériels motorisés. Il n'existe de déficit important de munitions que pour la D.C.A.

Expérience de mobi-
lisation, particulièrement de
septembre.

En ce qui concerne le fonctionnement des centres mobilisateurs, on a prévu la suppression d'un certain nombre d'unités mobilisées qui ne sont pas d'une utilité absolue - la convocation n'est désormais pas par appels individuels et non par affiche - On a prévu encore l'installation de baraquements nouveaux et la création de nouveaux centres de mobilisation en 1939, les noyaux actifs sont mis en place dès la période d'alerte : ainsi les hommes arriveront dans des cadres préparés. Enfin, on stockera deux jours de vivres dans les centres mobilisateurs -

M. Fabry. Les municipalités ne sont pas associées d'assez près à l'action de l'autorité militaire -

M. Jacquy. A Reims, on a convoqué plusieurs milliers d'hommes : faute de logement, il a fallu les envoyer en plein champ !

M. de la Grandière. Le rôle des centres mobilisateurs doit être considéré comme de 1^{re} importance - Il ne faut donc pas en confier le commandement à des officiers fatigués.

M. Fabry. On a noté que les officiers n'avaient pas un contact suffisant avec la troupe -

M. de Wendel. Les centres mobilisateurs situés près de la frontière offrent une cible facile aux avions de bombardement ; il faut donc construire des abris à côté des baraquements. Il faut aussi maintenir les maîtres à leur poste, au moins au début de la guerre, au lieu de les mobiliser comme B.V.C.

M. le Général Hirschauer - Toute unité mobilisée doit recevoir de l'armée active un sous-officier ayant l'habitude de la comptabilité militaire - J'insiste aussi sur la question très importante des chaussures. Il est difficile de faire de longues marches avec des souliers neufs ; on pourrait se procurer des guêtres qui permettraient aux hommes de

garder leurs souliers ?

m. Manger. nous n'avons pas les quantités d'aliments nécessaires en cas de mobilisation.

m. de Leun. L'armée manque de chevaux. Pourquoi n'a-t-on pas laissé les chevaux de l'armée en pension chez les cultivateurs, comme cela se faisait autrefois ?

m. le Président. Les réservoirs de la D.A.T. seront appelés à faire des périodes courtes et fréquentes.

En raison de la charge trop lourde des régions frontalières, on prévoit pour 1939 le doublement de la 20^e région.

On prévoit également l'alignement des évacuations.

m. de Wendel. Il y a eu des régiments montant en ligne où personne n'aurait jamais servi le canon d'accompagnement ! L'armée a le tort de trop ignorer le civil. Il faudrait tout au moins que les hommes appelés sachent se servir de leurs armes.

m. Fabry. Il faut reprendre la question de la conversion des réservoirs.

m. le Président. m. Fabry se chargera de rapporter les questions complémentaires.

Au cours de la prochaine séance, m. Chammie nous fera un exposé sur sa mission en Afrique du nord.

La séance est levée à 17 heures.

Leana du 14 Décembre 1938

Présents : m. m. le gal Hirschauer, Fabry, Chaumie, Naudin, de la Grandière, Rolland, Belmont, d'Harcourt, Rambaud, Neyret, Dufosse, B. Carrère, Mauger.

Présidence de m. le gal Hirschauer -

La séance est ouverte à 15 heures -

M. Neyret est désigné comme rapporteur des questions intéressant l'industrie (en remplacement de M. Mauger) -

M. Neyret. Je voudrais signaler à la Commission certains incidents qui se sont produits à la Manufacture d'Armes de St Etienne. A l'occasion des Fêtes de la Toussaint, on a demandé aux agents de maîtrise et aux syndicats ouvriers s'ils voulaient travailler le samedi au lieu du lundi, veille de la Toussaint. Les uns et les autres acceptèrent; mais l'ordre arriva de Paris de ne travailler ni le samedi, ni le lundi. Cet ordre, important sans la circonstance actuelle, fit la plus mauvaise impression dans les milieux ouvriers. J'estime que nous devrions demander au Gouvernement des précisions sur ce point -

M. le Président. Veuillez préparer une note sur cette question, nous nous chargerons de la transmettre au Ministre pour lui demander des explications -

M. Neyret. Je signale, d'autre part, un fait anormal: dans certains ateliers, les salaires des agents de maîtrise sont moins élevés que ceux des ouvriers. Des capitaines sont parfois moins payés que certains ouvriers placés sous leurs ordres. Il n'y a pas de hiérarchie possible dans ces conditions -

M. Fabry. Malheureusement, les cadres de maîtrise et d'ingénieurs n'ont pas accès auprès du Secrétaire général du Ministère de la Guerre, alors que la moindre diligence de la C.G.T. est reçue immédiatement. C'est là une méthode déplorable -

M. Chaumie. La Commission a bien voulu me charger de faire passer des questions intéressant les matières premières. Il m'a

Exposé M. Chaumie
sur sa mission en Afrique
du nord.

paru qu'à cet égard le premier sondage devait être fait en Afrique du nord - ma mission a été précédée d'un questionnaire adressé aux trois gouvernements de l'Afrique du nord. Ce questionnaire a fait l'objet d'une étude attentive, et je dois dire que j'ai trouvé chez tous un appui considérable -

L'Afrique du nord est entièrement solidaire de la métropole - Elle comprend 18 millions d'habitants : la plupart sont des guerriers qui pourraient éventuellement nous fournir un supplément de contingent de 1 million d'hommes - En outre, l'Afrique du nord renferme des richesses considérables : phosphates, cobalt, manganèse, molybdène - Avec l'Afrique du nord, la France est une grande puissance, sans elle, elle tombe au niveau du Portugal - Notons enfin que ^{la population de} l'Afrique du nord augmente de 500.000 habitants par an -

Ce n'est pas la première fois que les rivaux de la France cherchent à nous enlever ces territoires - Rappelons-nous la révolte d'Abd-el-Krim au Maroc, soutenue par l'étranger - La guerre civile d'Espagne est alimentée par l'Italie et l'Allemagne parce que la possession de l'Espagne et surtout de Majorque commande les communications de la Méditerranée -

Quelle serait, en Afrique du nord, la zone de combat éventuel ? Vraisemblablement la Tunisie ; la bataille aurait lieu de Dunkerque à Gato - nous avons fait des dépenses considérables pour fortifier le front français : là, aucune surprise n'est possible - L'ennemi cherchera à nous attaquer en Afrique du nord pour nous priver d'un élément d'avenir et s'emparer d'une richesse considérable - La Tripolitaine, tête de pont au-delà de la Méditerranée, menacée à la fois l'Égypte et l'Afrique du nord - Trois des divisions motorisées allemandes seraient destinées à intervenir en Tripolitaine -

La Tripolitaine communique avec l'Afrique du nord

travail ultra-urgent effectué pour la défense nationale -
J'ajoute qu'à cet égard il y a quelque chose de changé en
Tunisie depuis la nomination de M. Labrousse à la présidence.

Il faudra, d'autre part, fournir de l'armement, des munitions, du matériel de réparations aux troupes mobilisées - Une mobilisation industrielle n'est difficile dans ces régions où l'on a interdit presque toute industrie.

En ce qui concerne les chemins de fer, le passage le plus difficile est la région de Tlemcen, où la voie monte à 800 mètres d'altitude, avec des rampes considérables et plus de 70 courbes - Une autre solution a depuis longtemps été étudiée par les techniciens : les circonstances actuelles vont permettre de la réaliser - Elle permettrait de tripler le débit actuel des trains. Ces travaux pourraient être financés par l'Algérie - A l'heure actuelle, il faut avoir recours à la route, et la vie de l'Afrique du Nord est basée sur la motorisation -

Pour cela, il faut du pétrole : or 90 % des stocks sont concentrés dans les ports, exposés aux avions et aux sous-marins - Il faut, de toute urgence, évacuer ces stocks vers l'intérieur - La question a déjà été étudiée au Maroc par les services du général Nogues pour le port de Fedhalla - Les projets étaient prêts ; mais l'ordre est arrivé de ne pas commencer les travaux, sous prétexte que la Marine devait s'en charger - J'ai vu à ce sujet l'amiral Darlan, qui m'a dit n'avoir jamais entendu parler de la question !

Ma conviction est que, si nous n'avons pas de pétrole, c'est que nous ne le voulons pas - Il existe des indices de pétrole de Fort-Lyautay à Gabès ; or qu'a-t-on fait pour les exploiter ? Il y a 4 sondes au Maroc, un seul puits en Tunisie - Au cap-Bon, il y a 4 ans, on a fait un sondage à 1.000 m - le gaz est sorti avec violence, entraînant avec lui du pétrole, du la gazoline, du butane - Mais les crédits étant épuisés, on a touché le trou !

M. de la Grandière - Il faudrait convoquer M. Fricau pour le mettre en prison de ces constatations -

M. Chaumière - Je me suis entretenu de la question avec M. Frossard, lorsqu'il était ministre des Travaux Publics - Sur un programme de 3 milliards établi par ses soins, 60 millions seulement étaient prévus pour les recherches, sous prétexte que les résultats à attendre étaient aléatoires -

Il faudra aussi prévoir des albris pour les munitions, construire des dépôts - Ces pays, dont la population représente la moitié de celle de la France, doivent pouvoir se suffire à eux-mêmes - Il faut, construire une poudrerie, une pyrotechnie, un atelier de réparation d'artillerie - En un mot, il faut organiser la mobilisation industrielle de ces régions, constituer des stocks de vivres, de fer, d'acier, de charbon, de bitume - Ces stocks représentant plusieurs milliards correspondent d'ailleurs à des besoins du temps de paix -

Il existe en Afrique du Nord deux grosses mines de charbon - Je me suis informé des moyens de tripler leur production - Les besoins du pays se montent à 1 million de tonnes ; la production actuelle est seulement de 250.000 tonnes - Si l'on n'a pas intensifié cette production jusqu'à présent, c'est par crainte de nuire aux charbons anglais, allemands et polonais ! Or il suffirait d'une dépense de 2 millions pour tripler la production des mines de Djerrada : j'ai remis une note à ce sujet au service des mines - Il en est de même pour les gisements de manganèse, situés au sud du grand Atlas, et qui renferment 11 millions de tonnes - Il n'est pas possible de laisser plus longtemps de pareilles richesses inexploitées -

Nous avons en Afrique du Nord un pays aux immenses ressources ; il faut le défendre et il est relativement aisé de le faire - Mais pour alimenter la bataille, il faut se procurer des ressources et des moyens de transport - (applaudissements)

M. le Président - Nous venons d'entendre un exposé remarquable -

et tragique - mais vous avez indiqué le remède en même temps que le mal - La Commission remercie M. Chaumie du Travail formidable qu'il a accompli - Elle appuiera ses conclusions auprès du ministre de la Défense nationale -

M. de La Grandière - L'exposé que nous venons d'entendre démontre qu'il nous est nécessaire de garder la maîtrise de la Méditerranée -

M. Chaumie - Il sera difficile de supprimer la menace de l'Asie et du sous-marin -

M. de La Grandière - Il existe à Bizerte des réservoirs souterrains pour le mazout de la Marine - Ne pourrait-on les utiliser pour les carburants de l'armée de terre ?

M. Chaumie - Non, car il ne s'agit pas des mêmes liquides -

M. Rambaud - Des intérêts particuliers semblent s'être opposés à ce que nous passions activement les recherches de pétrole en Afrique du Nord - J'estime que la sous-Commission compétente devrait entendre M. Pincus à ce sujet, et s'il était nécessaire, nommer une Commission d'enquête -

M. Chaumie - C'est, paraît-il, M. Pincus qui a demandé 60 millions seulement pour les recherches alors qu'il en faudrait au moins 200 !

On avait envisagé de construire un pipe-line de St Nazaire à Montargis - le Ministre des Travaux Publics a renoncé à ce projet sur l'intervention du Syndicat des "pétroliers" - qui sont des employés des grosses sociétés pétrolières - et qui se sont plaints qu'on allait leur retirer leur gagne-pain !

On a permis aux petites importations de construire des dépôts ; mais ils n'ont pas de moyen de transport ^{propre} et doivent s'adresser aux grosses sociétés - Un pipe-line d'Etat aurait fait disparaître ce moyen des trusts -

En ce qui concerne les recherches, je crois que la meilleure solution consisterait à créer un organisme spécial, indépendant de l'Office des Combustibles liquides, qui serait chargé de toutes les recherches minières -

La séance s'est levée à 16 heures 45 minutes -

Séance du 21 décembre 1938.

Présents : M. M. Daniel-Vincent, Rillart de Verneuil, de Blois, Lémery, de Wendel, de La Grandière, Carrière, J. P. Rambaud, Lorbat, Depierre, Naudin, de Juigné, Falry, Poinazet, J. Hirschauer, d'Harcourt.

Présidence de M. Daniel-Vincent.

La séance est ouverte à 15 heures.

M. le Président. Je me suis occupé d'organiser une inspection de la D.C.A. dans la région de Toulon ; cette inspection pourrait avoir lieu au mois de janvier. Nous en profiterions pour visiter le secteur de Nice - L'inspection de la D.C.A. des environs de Paris pourrait avoir lieu le 13 janvier.

M. J. P. Rambaud. Je demande qu'on fournisse à la Commission un état des batteries contre avions de la région de Paris.

M. le Président. Deux articles de la loi de finances doivent attirer notre attention ; ils concernent :

1° la fixation à 20 ^{du nombre} des régions militaires par suite du ^{du nombre} de doublement de la 6^e région (Metz). L'expérience de la mobilisation de septembre a démontré la nécessité de ce doublement, qui s'entraînera d'ailleurs par la nomination de général commandant de corps d'armée.

2° la bris-ête de la troupe. Jusqu'à présent, les cantiniers militaires ont seuls le droit de vendre des boissons alcoolisées. Les foyers militaires seraient désormais autorisés à pratiquer le même commerce. Cette mesure permettrait aux foyers militaires de réaliser des bénéfices.

D'autre part, j'attire votre attention sur une circulaire ministérielle relative à la situation des parlementaires mobilisables. - ceux qui appartiennent à la 2^e réserve et aux classes plus anciennes doivent demeurer en fonction ; ceux qui appartiennent à la disponibilité et à la 1^{re} réserve, ainsi que les officiers de réserve,

sont astreints aux obligations de leur classe -

M. Riccart de Tournail. Le parlementaire mobilisé ~~pourrait~~ être assimilé aux nôtres du Parlement, comme pendant la dernière guerre ? Cela ne devrait pas être admis -

M. le Président. C'est le règlement des Chambres qui fixera le droit des parlementaires mobilisés.

Attribution de rapports.

M. J. P. Rambaut est nommé rapporteur :

1° du projet de loi tendant à substituer l'emploi d'adjoint au comptable du matériel de l'Ecole polytechnique à celui de comptable du matériel de ladite Ecole ;

2° du projet de loi portant modification de l'article 59 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée.

M. le Président. J'ai reçu hier des délégués du Comité du monument à la gloire de l'infanterie. Je leur ai exprimé la sympathie de la Commission. Des difficultés ont été rencontrées au Conseil municipal et au Conseil général de la Seine en ce qui concerne l'emplacement du monument. Je vais exprimer au Président du Conseil municipal le vœu de la Commission que l'emplacement choisi soit digne du monument dont il s'agit.

M. de Juigné. Au cours de la dernière mobilisation, il y a eu des dicussions en ce qui concerne la réquisition des chevaux. Il manque 90.000 chevaux pour le service de l'armée. Le Conseil supérieur des Haras doit se réunir au mois de mars prochain ; j'en ai saisi le rapport les vœux et pourrai en donner connaissance à la Commission.

M. le Président. La Commission a vu avec regret diminuer de 10.000 le nombre des chevaux de l'armée. M. M. de Juigné et d'Harcourt pourraient se saisir de cette question et faire des propositions que la Commission ne manquera pas de

Soutenir

M. de Blois. Je regrette qu'en 1928 la Commission ne nous ait pas mis, M. d'Harcourt et moi, quand on a diminué le nombre des cadres de l'armée. nous avons eu alors beaucoup de peine pour ^{faire} maintenir l'Ecole de Saumur.

M. Lémery. L'art. 139 de la loi de finances augmente le nombre des officiers. J'ai écrit à M. Daladier pour demander que le projet d'additif à la loi des cadres soit soumis d'urgence au vote du Parlement. D'autre part, en ce qui concerne la durée du service, je sais qu'il existe une école hostile à ~~cette~~^{sa} prolongation.

M. le Président. M. Daladier m'a affirmé qu'il allait déposer un projet de loi sur ce point.

M. Lémery. En tout cas, l'incendement actuel est nettement insuffisant.

M. le Président. Vous pourrez intervenir à ce sujet sans la discussion au nom de la Commission.

M. Lémery. J sais par ailleurs qu'on a recruté 40.000 hommes sans un examen médical suffisant et qu'il en meurt 6 à 7 par semaine à Bordeaux.

M. Fabry. Il faudra trouver 8.000 officiers. on ne peut le faire de jour au lendemain. En ce qui concerne ^{la prolongation de} la durée du service, il conviendrait de demander au Président du Conseil de faire une déclaration à ce sujet au cours de la discussion du budget. La ligne Maginot perd beaucoup de sa valeur si elle n'est pas suffisamment gardée le temps de paix; or la retour à la loi d'un an en 1921 ne permettrait pas d'assurer une garde suffisante à la frontière.

M. Lémery. La loi sur les cadres a été préparée il y a un an par l'état-major: pourrions-nous avoir communication de ce travail?

M. le Président. Cela paraît difficile, car il ne s'agit que d'une étude.

M. de Blois. On pourrait titulariser des officiers le service.

dans l'armée de terre comme on l'a fait pour l'armée de l'air -

M. Fabry. nous avons demandé qu'on augmentât le nombre des adjutant-chefs susceptibles de passer officiers ; le pourcentage en a été porté à plus de 30% ; mais on ne peut aller plus loin -

M. Béranger. Les allemands ont des canons capables de tirer à 100 Km - sur nos lignes fortifiées, et auxquels nous ne pourrions répondre - Déjà en 1913, j'avais fait entendre des protestations amillables ; on ne m'avait pas écouté. nous avons beaucoup à faire pour le rajustement de notre matériel.

M. le général Hirschauer. Il est indispensable que nous ayons un service de 2 ans et 3 mois pour avoir constamment deux classes instruites sous le drapeau. En ce qui concerne le recrutement des officiers, je sais que dans l'armée de l'air on en a recruté récemment 800 parmi les sous-officiers ; le résultat a été mauvais ; il n'y a aucune cohésion entre ces nouveaux officiers et les anciens ; ils n'ont ni les facultés de commandement nécessaires, ni l'autorité morale et l'influence sur la troupe. mais je crois qu'on peut trouver d'excellents éléments parmi les officiers de réserve qui, dans la vie civile, ont eu l'habitude du commandement.

M. de la Grandière. On pourrait aussi augmenter le chiffre des promotions des Ecoles militaires -

M. Fabry. Cela a des inconvénients pour l'équipement. M. Painlevé a déjà démontré que la France ne peut réunir plus de 130.000 militaires de carrière - Sur les 163.000 hommes liés par contrat actuellement présents sous le drapeau, il y a 33.000 engagés volontaires -

La séance est levée à 16 heures 30

Leana du 28 décembre 1938.

Présent: m. m. David-Vincent, Lémery, Belmont, Negret, de Wendel, d'Harcourt, Depierre, Fabry, de la Grandière, Rambaud, Ch. Meunier.

Présidence de m. David Vincent.

La séance est ouverte à 16 heures.

Rapport de m. Charles Meunier sur les nationalisations.

m. Charles Meunier a fait une enquête dans les usines nationales: Usines Hotchkiss, Boreaudt, Schneider, Renault, ainsi que dans les établissements de Bourges et de Tulle. Il signale qu'aucun de ces établissements n'est protégé contre les bombardements d'avions.

Cette enquête donne lieu aux observations suivantes: La loi du 11 août 1936 a deux ans d'existence - la nationalisation, même partielle, présente un grand intérêt. Jusqu'ici, presque rien n'avait été fait ^{dans les usines} en vue de la mobilisation. Les usines privées sont, en effet, organisées uniquement dans un but commercial. Elles possèdent un matériel en général périmé. Elles doivent être mises au point pour le temps de guerre. La nationalisation a eu cet avantage de fournir des renseignements sur les usines expropriées et d'en faire connaître les lacunes. Elle a en outre permis d'unifier la direction des études d'armements.

m. le Président. Le rapport si approfondi de m. Charles Meunier aura des suites. Les renseignements qu'il nous apporte datent de janvier ou de février; nous es donnés fournis un complément d'information non utilement pour nous. Nous remercions notre collègue de sa collaboration; nous l'avons toujours trouvé aux postes de travail et de service. (applaudissements)

m. Charles Meunier. Au moment de quitter mes collègues, je les remercie de la sympathie qu'ils m'ont toujours témoignée. Je me suis efforcé, dans tous les cas, de parler avec franchise et de vous dire ~~franchement~~ mon sentiment sur chaque question. (applaudissements)

m. de Wendel. Une des critiques les plus fréquemment adressées

aux industries nationalisées concerne les bureaux d'études — Des industriels entretenaient les bureaux à grands frais pour rester au courant des perfectionnements et des inventions. Or, d'après les renseignements que j'ai recueillis, ces bureaux ont été supprimés. M. Brandt m'a dit qu'on avait désorganisé ces bureaux et qu'il avait dû renoncer à toute activité créatrice —

M. Charles Meunier. J'ai visité les usines du Creusot; elles possèdent un bureau d'études qui leur est commun avec les usines Schneider du Havre; ce bureau fonctionne normalement. A mon avis, la nationalisation doit coiffer les usines privées, non les déborder. Dans l'ensemble, je crois que l'opération réalisée n'a pas été mauvaise. Il ne doit pas y avoir de cloison étanche entre les ingénieurs de l'Etat et ceux de l'industrie privée —

M. le Président. La Commission a déjà appelé l'attention du Gouvernement sur la nécessité de maintenir les bureaux d'études —

M. Fabry. La nationalisation existe: il faut en tirer le meilleur parti possible et en corriger les erreurs. Il faut notamment sauver les bureaux d'études et soutenir les inventeurs. De nombreux matériels nous sont venus par le canal de l'industrie privée travaillant pour l'étranger: par exemple, le 105 long Schneider. Ce serait une grosse erreur de ne pas rétablir la vente du matériel de guerre à l'étranger —

M. de Wendel. L'Allemagne est actuellement gros vendeur de matériel de guerre, notamment à la Chine —

M. Fabry. Renoncer aux ventes à l'étranger serait dire adieu aux perfectionnements du matériel. A cet égard, il faudra étudier notamment la question des ateliers du Creusot.

M. J. P. Rantaud donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à l'emploi d'adjoint au comptable du matériel de l'Ecole polytechnique. Le rapport est approuvé.

La séance est levée à 16 heures 45.

Léana du 31 décembre 1938.

Présents : M. M. Daniel Vincent, Gal Hirschauer, Chaumie, Manger, Jacquet, de Luçon, Viollette, de Wendel, d'Harcourt, de Juigné, Rambaud, Loubat.

Présidence de M. Daniel Vincent.

La séance est ouverte à 16 heures.

M. le Président. J'ai convoqué la Commission pour l'entretien d'un article de la loi de finances qui augmente le nombre de régions militaires. Un décret-loi de mai 1938 autorise le Gouvernement à créer une 19^e région, soit à doubler la région de Nancy. D'autre part, un article de la loi de finances tend au doublement de la 6^e région de Metz. Or la Chambre a porté le nombre de régions à 22, pour constituer des régions de l'intérieur.

Les mesures prises par le Gouvernement étaient commandées par les besoins du service et nous les approuvons. Elles ne doivent d'ailleurs pas ^{entraîner} de nomination de ^{nouveaux} commandants de régions, les meilleurs des plus jeunes du Comité supérieur de la Guerre devant continuer à exercer un commandement. Je demande à la Commission de s'en tenir aux décisions du Gouvernement ; j'ai l'intention de déposer un amendement en ce sens. (Approbation).

J'ai le plaisir, avant la fin de l'année, de remercier M. Manger et M. Viollette de l'activité qu'ils ont mise au service de la Commission. Je les prie de croire à notre cordial attachement.

M. Manger. Vous m'avez chargé des questions relatives à l'habillement : l'Intendance m'a fourni sur ce point d'importants documents que je transmette à la Commission.

M. le Président. Le Gal Hirschauer a déjà appelé notre attention sur la question de chaussures. Un crédit de 200 millions a été voté pour l'équipement : j'estime qu'il est suffisant.

M. Jacquet. L'armée vit sur ses réserves d'habillement. Cela est grave.

M. le Président. Les 3 Commissions de défense nationale doivent

tenir une réunion commune. Dès la nuit du 12 janvier, nous préparerons à cet effet un questionnaire précis.

M. Jacquet. Cela est d'autant plus important que la presse a aboli l'opinion sur la responsabilité du Parlement et des Commissions en matière de défense nationale.

M. Chaumière. La presse est en ce moment vendue en grande partie aux ennemis de la France.

La séance est levée à 16 heures 35 minutes.

Séance du 18 Janvier 1939

Présents : M. M. Daniel-Vincent, Fabry, Reibel, Loubat, Depierre, Barbier, Heyret, Jacquy, Brinazet, de la Grandière, de Leon, de Mendil, d'Harcourt, Chaumie, de Blois, Laurent-Eynaes, Naudin.
Présence de M. Daniel-Vincent.

La séance est ouverte à 15 heures.

Examen des inventions.

M. Reibel. Je me suis frappé du peu d'attention que nos services techniques accordent aux inventions. Un Français a inventé, il y a trois ans, un dispositif de défense contre avions, consistant dans trois tubes de canons conjugués tirant en éventail autour de l'avion. Ce dispositif a été présenté, à l'époque, par son inventeur au G^l Duchêne, qui ne crut pas devoir l'adopter. Or il est actuellement employé en Allemagne et en Espagne! - Je propose à la Commission, pour éviter le retour de tels faits, de créer une sous-Commission chargée de suivre l'étude des inventions par les services techniques compétents.

M. le Président. La suggestion de M. Reibel sera examinée après le renouvellement de la Commission.

M. de la Grandière. Dans le même ordre d'idées, je signale que M. Porand a inventé un appareil augmentant considérablement les portées des canons.

M. Fabry. Il y a 4 ans que des expériences ont lieu à ce sujet.

Désignation de rapporteurs.

M. Reibel est désigné comme rapporteur de la proposition de loi ayant pour objet la soumission au service militaire et l'incorporation dans des unités spéciales des étrangers autorisés à travailler en France.

M. Heyret est désigné comme rapporteur du projet de loi tendant à modifier la loi du 24 juillet 1913 en vue d'accroître la protection de l'emblème de la Croix-Rouge et des armoiries de la Confédération suisse conformément aux dispositions de la Convention de Genève du 7 juillet 1929 pour l'amélioration

du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne -

Organisation de la
seconde plénière des
Commissions de Défense
nationale -

M. le Président. Une réunion commune des Commissions de Défense nationale doit avoir lieu prochainement. Pour l'établissement du questionnaire, nous procéderons comme l'an dernier, chaque Commission établissant le programme de questions qui l'intéressent. L'ensemble du questionnaire devrait pouvoir être présenté aux ministres intéressés vers la fin du mois, pour que les services aient le temps d'y répondre. Je demande à M. Fabry de bien vouloir se charger du rapport général -

Visite de la D.C.A.
de la région de Paris.

M. le Président. Le 13 janvier a eu lieu une visite de la D.C.A. de la région de Paris : beaucoup d'entre vous y ont pris part. J'ai remercié M. le Général Commandant la Région de Paris et les officiers qui nous ont guidés au cours de cette visite. Il s'agit maintenant de savoir quel est le potentiel du matériel existant et quelle serait la demande des moyens de tir. A cet égard, l'insuffisance est notoire.

M. Chaumie. C'est pourquoi il faudrait déterminer les points du territoire les plus importants à défendre, pour que l'effort de la D.C.A. se porte sur ces points. Là. L'a-t-on fait, par exemple, pour protéger un établissement tel que l'usine de l'Azote, si important en temps de guerre pour la fabrication des poudres -

M. Brinazet. En Allemagne, j'ai pu constater que, dans chaque usine, on avait prévu un système de ripon contre avions. Cela n'existe pas en France -

M. de la Grandière. D'où proviennent les retards dans la livraison des canons de petit calibre et des mitrailleurs ? Pourquoi l'usine Schneider de Hâvre, notamment, ne livre-t-elle pas les mitrailleurs qui lui sont commandés ?

M. Fabry. Il faudrait connaître le programme de remplacement des pièces démolies.

M. de la Grandière. La D.C.A. devrait être assurée à peu près uniquement par des troupes de l'active et par des spécialistes. A la dernière mobilisation, on a affecté à la D.C.A. du personnel non entraîné.

M. Jacquy. Les retardes constatés dans la fabrication ne proviennent-ils pas de l'absence d'un commencement unique ?

M. Reibel. Il existe des cloisons étanches et même un état d'hostilité latente entre les services techniques des différents armées. Ainsi le canon de 90 de Marine est excellent ; mais les services de la guerre n'en veulent pas, parce qu'il ne peut tirer que 1.000 coups, et sans prétendre qu'ils étudient un canon pouvant tirer davantage. En attendant que ce canon soit fabriqué, on pourrait se contenter de celui qui existe !

La séance est levée à 16 heures 10 minutes.

Liège du 28 Janvier 1939.

Présents: M. M. Daniel-Vincent, J. Hirschauer, Fabry, Chaumier, Rillart de Tonnell, Camboulivès, Loubat, Binaghi, Naudin, de Lussan, de la Grandière, de Blois, d'Harcourt, Rambaud, Rolland, Limerzy, Ribet, Depierre, Jacquet, Laurent-Eynac, Grinand, Carrère, R. Bonnard, Belmont.

Présidence de M. Daniel-Vincent.

La séance est ouverte à 15 heures.

Questionnaire à adresser
au Ministre de la Défense
nationale -

M. Fabry. Dans la première partie du questionnaire, j'ai noté les questions intéressant les trois Commissions de Défense nationale. Il est bien entendu que chaque Commissaire gardera le droit de poser en séance des questions de détail.

Les questions peuvent être groupées sous trois rubriques: 1/ Défense nationale d'Empire - 2/ Fabrication d'armements - 3/ Utilisation des forces dans les différentes hypothèses à envisager.

1/ Défense nationale d'Empire - le problème est posé dans toute son ampleur par les revendications italiennes - a) L'organisation de la Défense nationale ne doit-elle pas recevoir une forme définitive par la constitution d'un Ministère de la Défense nationale distinct des trois autres Ministères, et assisté d'un chef d'Etat-major? - b) Cette organisation suppose la collaboration absolue des trois armées. N'y a-t-il pas encore dans le commandement militaire des trois armées l'interpénétration nécessaire - Quelles sont les mesures envisagées à cet égard? - c) Liberté des communications. Comment est organisée la défense des trois colonies? que reste-t-il pour la défense de la métropole?

2/ Fabrications d'armements. Le stade préparatoire permettant le démarrage immédiat des fabrications de guerre est-il franchi? En cas de conflit, sommes-nous en état de produire suffisamment pour remplacer les pertes des premiers mois? Les provisions de pertes ne sont pas suffisantes: à la fin de la guerre, on fabriquait 1.047 avions par semaine et 700 chars par mois. En mars 1918, on

a fabriqué 170.000 obus de 75 par jour ; au même moment, on en dépensait 250.000 !

3/ Equilibre des forces. Comment seraient répartis nos forces en face de l'axe Rome-Berlin ? Quel recours pourrait nous apporter l'Angleterre ?

M. Lémery. Les fabrications sont beaucoup trop lentes. Il nous faut 2 millions de fusil de 7^{mm} 5 : en 1936, on en a fabriqué 10.000 ; en 1937, 29.000. Il nous faut 6.000 chenillettes : or, en 6 ans, on n'en a fabriqué que 1.800. Il faut prendre des mesures immédiates pour remédier à ces retards.

D'autre part, on fait la guerre non seulement avec des munitions, mais aussi avec des alliances. Or des conservateurs anglais viennent de dire dernièrement qu'il ne serait possible à l'Angleterre que de mettre 20 divisions à notre disposition, alors qu'il en faudrait 40 divisions. Encore ces unités ne sont-elles pas prêtes à entrer en ligne immédiatement.

M. Jacquy. Que compte faire le Gouvernement pour boucher le trou de 1 milliard fait dans nos réserves d'habillement ?

M. le ^{général} Hirschauer. Je suis hanté par le problème des matières premières. Pendant la guerre, étant Directeur de l'aéronautique, j'ai été très gêné par notre manque d'acier et de pétrole. Il faut faire un inventaire de nos stocks et étudier leur emmagasinement dans des casernes et abris naturels, qui ne manquent pas en France.

M. Chaumière. J'ai préparé un questionnaire sur la question du pétrole et sur l'Afrique du Nord.

M. Laurent-Eynac. M. Fabry a fait un exposé très complet du problème de la défense nationale. Je crains même que cet exposé ne soit trop complet pour une simple introduction aux débats, et que les Ministres ne se croient ainsi autorisés à faire des réponses trop générales et peu précises.

M. Fabry. Je n'ai posé aucune question de détail sans l'introduction au questionnaire.

M. de Blois. M. Fabry n'a pas fait allusion à la durée hebdomadaire du travail. J'espère que le ministre doit nous donner des précisions sur l'accroissement des heures de travail dans les usines nationalisées ou travaillant pour la défense nationale.

M. Ribet. L'introduction ne doit traiter que des questions communes aux trois Commissions. J'attire particulièrement l'attention sur la question de la défense passive et de la protection des populations.

M. le Président. Ce qu'il faut, c'est établir un cadre dont le ministre ne pourra s'échapper. Les exposés de rapporteurs ne sont d'ailleurs que des introductions aux débats; chaque Commissaire conserve son droit de poser des questions.

M. Fabry. la mission du rapporteur est d'exposition et d'introduction. Mais il ne faut pas présenter de trop longs questionnaires. La question de la durée du travail sera posée avec celle des matières premières.

M. le Président. Le Président du Sénat m'a fait part de l'inquiétude croissante de la Haute Assemblée en ce qui concerne les événements extérieurs et les moyens de la défense nationale. Il m'a demandé d'avancer la date de la réunion des trois Commissions de défense nationale. Cette réunion pourrait avoir lieu à partir du mercredi 8 février, après l'interpellation sur la politique extérieure du Gouvernement.

M. Fabry. Ne serait-il pas préférable de tenir cette réunion avant l'interpellation sur la politique extérieure et de demander à M. Henry Poincaré de reculer de quelques jours la date de son interpellation?

M. le Président. Je me mettrai d'accord sur ce point avec M. Poincaré.

La séance est levée à 16 heures 40 minutes.